CMJN

ENQUÊTE

JEUDI 16
NOVEMBRE 2023
NUMÉRO 3687

100 F

ISSN : 2230-133X

TIRS CROISÉS CONTRE AMADOU BA

À quoi joue l'APR ?



P. 3

Travail de sape ou de déstabilisation : la candidature d'Amadou Ba est chahutée de l'intérieur. Risques de délégitimation et de sortir affaibli de cette séquence.
Ibrahima Bakhoum : "Tu ne peux pas demander à Macky de choisir et venir derrière critiquer."
Pape Amadou Fall : "Il doit rompre avec le Président et s'affirmer auprès des Sénégalais."

TOURNÉE ÉCONOMIQUE MACKY SALL

Les réalisations dans la région de Kaffrine



P. 7

AMARA DIOUF, U17

Une précocité insolente



P. 12

CHRONIQUE
LES COMPTES DE ALMAMY BOCAR

Un Nouveau Monde

Le phénomène du "Mbeuk-Mi", qualifié par les Européens d'immigration irrégulière, est devenu un problème central. Les statistiques que les autorités espagnoles ont révélées affirment que les iles Canaries ont accueilli près de "32 000 candidats" au voyage en provenance du Sénégal, entre 2022 et la première partie de 2023. (lire à la page 5)

ENTRETIEN PAPA MAHAWA DIOUF, PORTE-PAROLE BBY

"Amadou Ba est le candidat, il n'y a pas de plan B"

P. 4-5



REPORT DE LA PRÉSIDENTIELLE

Abdourahmane Diouf donne son avis sur la question

Le leader d'Awalé, Dr Abdourahmane Diouf, dans une note, a partagé sa position sur le "pseudo-débat agité depuis quelques jours, sur un report de la Présidentielle (qui) est malsain, nauséabond et antirépublicain".

Il considère que "ne même pas entrer en matière aurait été la meilleure attitude. Ne pas y réagir aurait été peut-être sage. Mais laisser les bulles prendre de l'ampleur n'est pas aussi responsable. Personne ne peut empêcher personne de débattre dans une démocratie. Mais la démocratie place aussi le Sénégal au-dessus de nos personnes et de nos intérêts partisans".

Par conséquent, souligne-t-il, "parler de report d'une élection présidentielle au Sénégal est une atteinte à la République, une négation de nos efforts communs depuis 1960, un aveu d'une nation incapable de se projeter vers un destin meilleur".

Abdourahmane Diouf trouve malsaine cette situation. En effet, a-t-il écrit, "faire du report de la Présidentielle un débat public procède d'une volonté de saper les fondements de notre République. C'est confirmer la présomption des autres sur notre inaptitude à respecter les règles communes de gouvernance que nous nous sommes fixées ensemble".



Et, précise-t-il, "que cela vienne de l'opposition ou du pouvoir, cette proposition bancale à tout point de vue est un aveu d'échec pour toute la classe politique sénégalaise. S'imaginer un seul instant, dans le cadre d'un entre-soi politico-politicien de très mauvais aloi, ramener le fonctionnement de la République à des conjonctures volages est une pure illusion. Ce calendrier républicain est intangible. Il n'appartient à personne. Mieux, il appartient à tous. Que les votes s'expriment à bonne date et le Sénégal s'en portera mieux". ■

GUY MARIUS SAGNA



Le député Guy Marius Sagna a tenu à rendre compte à ceux qui l'ont élu. Ainsi, dans une note, il a fait le bilan de sa première année de législature. "À tous ceux qui m'ont élu député, mais aussi à tous ceux qui n'ont pas voté pour nous, mais que je représente aussi, je vous dois tous, après 12 mois passés à l'Assemblée nationale, un bilan ou un compte rendu", a-t-il expliqué. Dans ce sens, il les informe d'avoir pris au total 178 initiatives parlementaires entre le 19 octobre 2022 et le mois d'août 2023. Il s'agit de 119 questions écrites, de 26 questions orales, de 23 questions d'actualité et de trois propositions de mise sur pied de commission d'enquête parlementaire, de deux propositions de mission d'information, d'une proposition de loi et de quatre courriers adressés au président de l'Assemblée nationale. Il a précisé que les 178 initiatives parlementaires ont interpellé 26 ministères. Treize ont concerné le ministère du Travail, 12 celui de l'Intérieur, 10 celui des Affaires étrangères, neuf celui du Pétrole et de l'Énergie, autant pour ceux de la Santé et de l'Action sociale ainsi que de l'Enseignement supérieur. Le ministère des Infrastructures, des Transports terrestres en a reçu sept, celui de la Pêche six. Cinq sont allées au ministère de l'Éducation nationale, cinq à celui de l'Eau et de l'Assainissement, celui de la Justice cinq de même que celui des Collectivités territoriales.

GUY MARIUS SAGNA (SUITE)

Le parlementaire a initié 46 qui ont concerné les droits des travailleurs et plus de 40 autres parlaient des problèmes de la jeunesse. Aussi, informe-t-il dans sa note, "plus de 11 de mes initiatives ont concerné les violences, les tortures et agressions de certains agents des forces de défense et de sécurité sur la population". Et plus de onze autres ont concerné le bien-être pédagogique et social des étudiants des universités publiques. Il y a neuf de ses actions parlementaires qui "ont concerné le droit à l'électricité des populations et la cherté du prix de l'électricité et six de mes initiatives ont concerné la défense des droits des Sénégalais de l'étranger et des Noirs victimes de racisme à travers le monde". En outre, "sur ces 176 initiatives, certaines ont concerné la situation des Noirs en Mauritanie, en Tunisie et aux États-Unis. Mais aussi la situation au Soudan, au Niger, au Mali et en Palestine". Les actions de GMS ont eu des effets et impacts positifs. "Nos initiatives parlementaires et extra-parlementaires ont contribué, par exemple, à : faire passer le salaire des agents de la sécurité de proximité (ASP) de 50 000 à 90 000 F CFA, à changer la situation des médecins sortants de l'université de médecine Saint Christopher, à informer le ministre du Commerce de l'ouverture illégale de China Mall qui a été condamné à payer 10 millions de francs CFA, à introduire EDK dans les sociétés qui vendent du carburant aux députés, à améliorer les salaires des travailleurs des bateaux de pêche, à attirer l'attention du gouvernement sur les retards structurels dans le paiement des salaires ou des primes des ASP, des policiers, des jeunes du programme Xëyu Ndaw Ñi, des employés du Fera, des travailleurs des CTE du coronavirus". Et, dit-il, "la liste n'est pas exhaustive. Je prends l'engagement auprès de vous de plus et mieux faire pour vous représenter, pour vous défendre, pour plaider pour vous à l'Assemblée nationale".

ARACHIDE

Aujourd'hui, l'interprofession qui regroupe tous les acteurs de la filière arachide, le CNIA, va se réunir. Ses membres vont discuter du prix de l'arachide au kilogramme applicable au minimum au titre de la campagne agricole 2023-2024. Ensuite, l'interprofession CNIA va proposer ce prix au gouvernement du Sénégal qui va décider en Conseil des ministres du prix plancher de l'arachide. C'est-à-dire du prix en dessous duquel on ne peut pas acheter l'arachide. Par la même occasion, le gouvernement du Sénégal décidera de la date de démarrage de la campagne agricole.

VAGUES DE CHALEUR

Le docteur Mamadou Diop de la Direction générale de la Santé publique a salué, mercredi, la collaboration avec l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (Anacim) dans le cadre de la mise en œuvre du système d'alerte précoce des vagues de chaleur. "Les variations climatiques sur le plan sanitaire demandent de travailler en étroite collaboration en vue de prévenir les vagues de chaleur", a-t-il dit lors de la cérémonie d'ouverture d'un atelier d'évaluation et de suivi du système d'alerte précoce climat-santé au Sénégal. L'atelier est organisé par l'Anacim. "On se félicite du partenariat, dans la mesure où il nous permet de partager les informations météorologiques pour prévenir les populations sur les vagues de chaleur afin qu'elles prennent des dispositions", a-t-il ajouté, relevant l'importance de renforcer le partage d'informations au niveau périphérique avec les opérateurs pour permettre aux gens de prendre des dispositions, d'informer et de protéger les personnes les plus vulnérables des vagues de chaleur. Le directeur de l'Exploitation de l'Anacim, Dr Ndiaye, a souligné que les vagues de chaleur deviennent aujourd'hui, "un problème majeur". "C'est la raison pour laquelle nous nous sommes mis ensemble avec la Direction générale de la Santé et l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) pour voir comment développer un système d'alerte précoce au Sénégal", a-t-il expliqué. Il a indiqué que des messages sont envoyés à travers les médias pour prévenir les vagues de chaleur à venir. "On vient de finir une phase pilote, après de longues séries de formation et de discussion à Fatick qui nous ont permis de montrer que les vagues de chaleur sont une réalité", a-t-il signalé. L'atelier, qui prend fin jeudi, a enregistré la participation des météorologues et des professionnels de la santé du Sénégal, des parties prenantes à la mise en œuvre du système d'alerte précoce des vagues de chaleur. Durant ces deux jours, les professionnels de la santé auront une meilleure compréhension des outils utilisés dans la préparation des prévisions de chaleur et une meilleure compréhension des prévisions et de leur utilité dans la prise de décision. Il offre également l'opportunité de renforcer la sensibilisation à l'impact de la chaleur sur la santé et de développer des partenariats au Sénégal pour faire progresser l'alerte précoce en matière de chaleur et de santé.

MAISON DE LA JEUNESSE KAOLACK

Le chef de l'État a inauguré, mercredi soir, à Kaolack, la Maison de la jeunesse et de la citoyenneté d'un coût estimé à un milliard de francs CFA, a constaté l'APS. Macky Sall était accompagné du Premier ministre Amadou Bâ, du ministre de la Jeunesse Pape Malick Ndour et des autorités administratives de la région de Kaolack. Le président de la République a visité les différents équipements de l'infrastructure. Macky Sall est arrivé, mercredi, peu avant 11 h à Kaolack, deuxième étape d'une tournée économique qu'il a entamée depuis lundi dernier par la région de Kédougou. L'avion qui a transporté le chef de l'État et sa suite a atterri à l'aéroport de Kanda, dans la commune de Kahone, à la périphérie de la ville de Kaolack. À son arrivée, il a été accueilli par le gouverneur Ousmane Kane et le maire de Kahone, Fatou Sène. Une délégation conduite par le Premier ministre Amadou Ba était aussi à l'accueil. Des membres du gouvernement, des personnalités militaires, paramilitaires, coutumières, religieuses et politiques étaient également à l'aéroport de Kaolack. Macky Sall a visité les chantiers de l'université du Sine-Saloum El Hadj Ibrahima Niass (Ussein), dont le site de Mbadakhoune situé dans le département de Guin-guinéo, avant de revenir dans la capitale du Saloum pour y présider un Conseil présidentiel. Après son séjour dans la capitale du Saloum, le président Sall va poursuivre sa visite au centre du pays, dans les régions de Kaffrine et de Fatick.

CENTENAIRE SEMBÈNE

La Fédération des distributeurs compte rendre, à sa manière, hommage à Ousmane Sembène. Ainsi, "dans le cadre du centenaire du Sembène Ousmane en 2023, nous voulons célébrer le réalisateur en revisitant sa filmographie par une diffusion de ses films dans les salles de cinéma du Sénégal et d'Afrique à travers une rétrospective de son œuvre. Nous voulons, avec ce projet, rendre à Sembène Ousmane un hommage à la hauteur de son œuvre gigantesque", lit-on dans un communiqué reçu à "EnQuête". "Nous allons démarrer par un Marathon Sembène à partir du 20 novembre dans les salles de cinéma, pendant un mois dans les salles de cinéma Pathé, Seanema du Seaplaza, Complexe Sembène Ousmane, Cinéma Médina rue 13 x Blaise Diagne. Nous allons organiser une avant-première de lancement gratuite à Dakar le lundi 20 novembre à 19 h au Seanema du Seaplaza, en présence des réalisateurs, acteurs, techniciens, collaborateurs, familles et proches de Sembène et des autorités administratives, et la projection d'un film de Sembène", annonce-t-on.

ENQUÊTE
Publications - Société éditrice
Aéroport Yoff-Dakar
Tél. 77 849 31 49
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur général :
Mahmoudou Wane
Directeur de la Rédaction :
Gaston Coly
Rédactrice en chef :
Bigué Bob
Grand Reporter :
Mor Amar
Chef de desk Sports :
Louis Georges Diatta

Rédaction :
Aida Diène, Lamine Diouf,
Amadou Fall, Maguette Ndao,
Babacar Sy Sèye, Cheikh Thiam
Correcteur :
Gaston Steve Coly

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom Sène

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél **: 77 849 31 49**
Impression : **AFRICA PRINT**

CRISE AU SEIN DE LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Tirs croisés contre Amadou Ba, crise de légitimité du candidat de Benno ?

Le candidat de la majorité, Amadou Ba, subit, depuis plusieurs jours, une série d'attaques de la part de ses camarades de parti. Si certains voient dans ces attaques une simple bataille de positionnement, d'autres les considèrent comme une alerte pour qu'il rectifie le tir et qu'il se drape enfin de ses habits de candidat.

MAMADOU MAKHFOUSE NGOM

La décision du ministre des Affaires étrangères, Ismaëla Madior Fall, de croiser la plume avec ses camarades de parti critiques envers Amadou Ba peut témoigner d'un certain embarras au sein de la majorité présidentielle. Dans un texte publié sur X (ex-Twitter), l'ancien garde des Sceaux a tenu à apporter son soutien à son camarade qui subit, depuis quelque temps, un tir de barrage de la part de quelques responsables "apéristes". Pour Ismaëla Madior Fall, "Amadou est sur la bonne voie pour être élu de Dieu par le peuple sénégalais".

Un sentiment que ne semblent pas partager certains "apéristes" comme Souleymane Jules Diop, Serigne Bara Guèye, Abdoulaye Bibi Baldé ou Maodo Malick Mbaye. Tous ont fait état des limites du candidat.

D'après l'ambassadeur du Sénégal à l'Unesco, Amadou Ba doit rassurer les Sénégalais sur sa posture présidentielle. "Je le trouve amorphe. Je trouve qu'il ne montre pas assez aux Sénégalais, aux gens de sa majorité qu'il a les épaules, qu'il a l'étoffe. Il ne le fait pas assez, il doit se bouger, il doit aller vers les gens, il doit rassurer la majorité. À un moment donné, il faut vous assumer (…). Je m'impatiente de voir Amadou Bâ s'affranchir, se lever et dire aux



Sénégalais : c'est moi", a déclaré Souleymane Jules Diop, lors de l'émission "Grand Jury" de la RFM dimanche dernier.

Pour Lamine Bara Gaye, le responsable de l'APR à Mbacké, c'est toute l'architecture politique autour du candidat Amadou Ba qui est à revoir, sans compter "la faible utilisation" du levier politique de l'Alliance pour la République par l'actuel Premier ministre candidat de la majorité.

Ces attaques sont-elles le fruit d'une simple bataille de positionnement ou celui d'un malaise plus profond au sein de la base, poussant même un ministre de la République à sortir du bois pour voler au secours du candidat de Benno ? La question est d'autant plus pertinente que ce concert de casseroles au sein de la majorité peut, à terme, délégitimer le candidat Amadou Ba qui pourrait sortir affaibli de cette séquence, car incapable de réunir le parti sous sa bannière.

Pour l'heure, il apparait que plusieurs pontes de l'APR gardent en sourdine leur opposition à Amadou Ba et attendent la publication officielle de la liste des candidats pour se prononcer. Les perspectives d'une candidature Aly Ngouille Ndiaye, de Mahammad Boun Abdallah Dionne et Mame Boye Diao pourraient agréger autour d'eux beaucoup de déçus du choix d'Amadou Ba et précipitant la défaite du camp présidentiel.

Ibrahima Bakhoum : "Tu ne peux pas demander à Macky Sall de vous choisir un candidat et venir derrière critiquer."

Pour l'analyste Ibrahima Bakhoum, "ces critiques sont juste le reflet d'une bataille de positionnement ou de calculs politiques de la part d'individus qui auraient peut-être souhaité que Macky Sall fasse un autre choix qu'Amadou Ba. Par ailleurs, je dénote une incohérence dans leur démarche. Tu ne peux pas demander à Macky Sall de vous choisir un candidat et venir derrière critiquer."

En effet, l'analyste voit dans la posture des détracteurs du candidat une certaine incohérence. "La campagne n'a pas encore débuté et ses détracteurs veulent qu'il se mette en mode campagne électorale, alors ça n'a pas encore démarré. Sa tournée économique est fortement critiquée par l'opposition qui l'accuse de faire une campagne électorale déguisée. Par ailleurs, connaissant l'individu qui n'a jamais été dans l'invective et les débats, s'il décide de démarrer sa campagne maintenant, il risque de subir les foudres de toute l'opposition."

Pape Amadou Fall : "Il doit rompre avec Macky Sall et s'affirmer auprès des Sénégalais."

Pour Pape Amadou Fall, directeur de publication du magazine "la Gazette", ces critiques ne peuvent pas délégitimer Amadou Ba. "La question de la légitimité ne se pose pas pour Amadou Ba. La coalition Benno et l'APR ont donné mandat à Macky Sall pour qu'il choisisse un candidat pour le camp présidentiel. Amadou Ba a deux adversaires. D'abord l'opposition, puis ses camarades qui ont quitté Benno et qui vont essayer de rogner dans l'électorat de Benno. Il y a beaucoup de frustrés au sein de l'APR qui attendent juste le bon moment pour sortir du bois", analyse-t-il.

Ainsi, il voit dans ces attaques "des alertes pour Amadou Ba qui doit rompre avec Macky Sall et s'affirmer auprès des Sénégalais". Il ajoute : "Par ailleurs, la discipline qui doit prévaloir au sein de l'APR entraine de facto la constitution d'une armée mexicaine. Il faut qu'Amadou Ba se départisse de sa posture discrète et tranquille pour se draper d'habits d'un vrai homme politique." ■

CHEIKH OUMAR DIAGNE EMPRISONNÉ DEPUIS PLUSIEURS MOIS

Son parti exige l'application des lois et du droit

Le Rassemblement pour la vérité/And ci Dëgg a fait face à la presse, hier, pour exiger que le droit soit dit sur l'affaire de son leader Cheikh Oumar Diagne, en détention depuis plusieurs mois. Il demande que les lois soient appliquées.

FATIMA ZAHRA DIALLO (STAGIAIRE)

Ces dernières années, la situation politique au Sénégal traverse une phase critique. Il y a eu trop d'emprisonnements arbitraires. Hier, en conférence de presse, le Rassemblement pour la vérité/ And ci Dëgg a exigé du gouvernement que le droit soit dit pour Cheikh Oumar Diagne et il en appelle aux juristes pour l'application des lois. "Nous ne sommes pas ici aujourd'hui pour demander ou quémander de quelconques faveurs pour la libération du candidat Cheikh Oumar Diagne, mais nous exigeons que le droit soit dit et en j'en appelle aux juristes : que les lois soient appliquées pour que Cheikh Oumar Diagne soit libéré", a exigé la chargée de la stratégie et du développement au Rassemblement pour la vérité/ Ànd ci Dëgg (RV/ACD), Fatou Kiné Fall.

Selon elle, "le pays est aujourd'hui confronté à des arrestations arbitraires, plongeant des citoyens dans une détresse injuste pour avoir simplement exprimé leur opposition ou dénoncé des pratiques contestables". À cet effet, elle a cité le cas de son leader Cheikh Oumar Diagne, candidat à l'élection présidentielle de 2024, inculpé par le 1er cabinet d'instruction du tribunal de grande instance hors classe pour "des actes présumés compromettant la sécurité publique ou causant de graves troubles politiques".

D'après Mme Fall, "huit longs mois se sont écoulés depuis son placement sous mandat de dépôt, sans que le juge d'instruction n'ait encore rendu de décision définitive sur son sort, ni renvoi devant un tribunal ni ordonnance de non-lieu. Il y a plusieurs demandes de mise en liberté provisoire, toutes rejetées. Cheikh Oumar Diagne remplit pourtant toutes les conditions légales pour en bénéficier. Résidant régulièrement à Dakar, sans risque présumé de trouble à l'ordre public, ni collusion, sa détention semble arbitraire, privant ainsi un candidat majeur à la Présidentielle de sa liberté et de son droit à compétir sur un pied d'égalité", a déploré la chargée de la stratégie et du développement au RV/ACD. Elle a de même dénoncé "l'emprisonnement de M. Diagne totalisant 14 mois répartis sur plusieurs établissements pénitentiaires (qui) est une atteinte flagrante à l'État de droit".

"La demande de liberté vise l'application des lois pour rétablir la justice"

La Commission électorale nationale autonome (Cena) garantit l'égalité de traitement des candidats à la Présidentielle, dit-elle. Pourtant, l'incarcération de Cheikh Oumar Diagne l'empêche de rencontrer les citoyens pour collecter les parrainages nécessaires. Face à "ces violations manifestes de ses droits", informe-t-elle, Cheikh Oumar Diagne, avec l'aide de ses avocats, a engagé une action auprès de la Cour de justice de la CEDEAO pour dénoncer cette détention arbitraire se répétant à chaque événement politique majeur marquant sa carrière.

"Le Sénégal, jadis exemple de démocratie, se retrouve aujourd'hui sous les feux des critiques pour des entraves à la liberté politique. La demande de libération de Cheikh Oumar Diagne ne vise pas des faveurs, mais la simple application des lois pour rétablir la justice et assurer une compétition électorale équitable", insiste Fatou Kiné Fall.

Ayant pris part à la rencontre, Dame Mbodj a souligné que les autorités ont emprisonné Cheikh Oumar Diagne, parce qu'elles ont peur de lui. "Elles savent que s'ils ne le bloquent pas, lors des élections législatives, il aura beaucoup de députés et s'il se présente pour la Présidentielle, il va forcément passer au second tour. Conscient de cela, elles l'ont tôt vite mis dans les liens de la détention", accuse Dame Mbodj. Qui invite les Sénégalais à parrainer massivement Cheikh Oumar Diagne.

Il est d'avis que les citoyens doivent également se mobiliser pour la libération de tous les détenus politiques, car, dit-il, leur place n'est pas dans les prisons, mais plutôt auprès de leurs familles respectives.

De son côté, le membre du directoire de l'ex-Pastef, Amadou Ba, a souligné qu'il apporte son soutien indéfectible à M. Diagne. "Nous demandons à l'autorité judiciaire, qui a les moyens avec des méthodes alternatives, de le laisser mener sa campagne électorale". Dans la même veine, il a fait savoir que "les Sénégalais doivent comprendre que ce qui se passe actuellement, c'est à eux de briser les chaînes, car il n'y a pas de fatalité. On ne peut pas laisser un individu qui est en fin de règne décider de l'avenir du pays". ■

PAPA MAHAWA DIOUF, PORTE-PAROLE DE LA COALITION BENNO BOKK YAAKAAR

“Amadou Ba est le candidat de la coalition, il n’y a pas de plan B”

Comme pressenti après les multiples candidatures au sein de la coalition Benno Bokk Yaakaar (BBY) pour porter la succession du président Macky Sall, le choix du Premier ministre Amadou Ba comme candidat de la majorité pour la Présidentielle 2024 ne fait pas l’unanimité au sein de la coalition au pouvoir. Porte-parole de la majorité, Papa Mahawa Diouf remobilise les troupes autour de l’essentiel : l’union sacrée pour le maintien du régime au pouvoir. D’autant plus que, estime le directeur général de l’Agence sénégalaise de promotion touristique (ASPT), le Premier ministre est un homme d’État sûr, qui rassure. Entretien…

PAR LAMINE DIOUF



Vous êtes le porte-parole de la coalition Benno Bokk Yaakaar (BBY) qui a choisi le Premier ministre comme candidat à la Présidentielle. On voit que ce choix ne fait pas l’unanimité. À trois mois de l’élection, des voix s’élèvent de plus en plus (Souleymane Jules Diop, Bibi Baldé, etc.) pour contester Amadou Ba, sans compter les autres “apéristes” qui ont décidé de déclarer leur candidature. Comment se porte la coalition BBY ?

Bien ! Les déplacements de notre candidat dans le nord du Sénégal, dans le cadre de ses missions administratives étaient également l’occasion de rencontrer les bases politiques du pays. Et on se rend compte d’une mobilisation exceptionnelle des militants et responsables politiques autour du candidat et du projet qu’il incarne désormais.

Dans notre coalition, Amadou Ba fait l’unanimité. Maintenant, il y a eu des observations qui ont été rendues publiques, sur des aspects de communication principalement, par des camarades de l’APR. C’est tout à fait acceptable. Mais il serait beaucoup plus constructif que ces commentaires et contributions se fassent à l’intérieur des mécanismes du parti et de la coalition qui permettent à tout un chacun de donner son avis sur la façon dont les choses se déroulent.

Amadou Ba est le candidat de la coalition BBY, de l’APR. Il n’y a pas de plan B. Il est disponible pour écouter tous les responsables politiques, ce qu’il fait au maximum à l’occasion de ses déplacements dans tout le Sénégal. Il n’y a aucun scénario caché. L’élection se passera le 25 février 2024 et il faut se mobiliser pour la gagner. Et plus que jamais, la coalition est mobilisée, à travers ses différentes composantes, sous l’administration du président Moustapha Niasse avec un secrétariat exécutif qui fait un travail incroyable en termes de structuration, de mobilisation et d’initiatives, sous la houlette du président de la coalition, le président Macky Sall.

SI la coalition se porte bien, il y a des soucis dans l’APR avec les rébellions de membres comme Aly Ngouille Ndiaye, Mame Boye Diao, Abdallah Dionne, contre la ligne officielle de la coalition sur le choix d’Amadou Ba…

Après, il y a ceux qui ont fait le choix de se dédire de leurs engagements initiaux de suivre le choix du président de la coalition BBY. Il n’y a pas de commentaire à faire, nous constatons et continuons notre chemin. L’APR a une culture particulière. Mais ce qui prime, c’est le projet pour le Sénégal. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans une situation inédite. C’est la première fois de l’histoire du Sénégal qu’un président sortant organise une élection à laquelle il ne participe pas. Donc, ce n’est pas facile à maîtriser collectivement.

Aussi, c’est la première fois que nous avons un candidat d’une coalition au pouvoir, qui est le candidat d’un parti qu’il ne dirige pas. Amadou Ba est le candidat d’un projet politique. Il doit avoir une communication et un projet qu’il porte sur ses épaules pour le Sénégal et pour les Sénégalais. Il doit avoir un projet politique axé autour de la consolidation de l’œuvre qui a été faite en 12 ans. Il doit également identifier les points d’amélioration qui doivent être structurés en projet politique clair, avec une aspiration pour un Sénégal émergent qui reste le projet politique pour lequel la coalition et le parti l’ont désigné comme candidat. Il faut une mobilisation, de la résilience, une solidarité et de la patience. La difficulté est justement dans le fait de demander de la patience dans une période où il n’y a pas trop de temps.

Est-ce que tout cela n’amène pas à dire que le costume est trop grand pour ses épaules ?

Non ! Amadou Ba, c’est d’abord un parcours. Dans un contexte d’incertitude, de vulnérabilité, d’insécurité, nous avons besoin d’un homme de base. Amadou Ba est un homme solide, un homme d’expérience et du sérail, un homme d’État sûr et qui rassure. Nous avons besoin de quelqu’un qui saura maintenir le cap du point de vue des acquis, qui est capable, sur une base rationnelle, d’évaluer le parcours, identifier les points d’amélioration et les prendre en charge pour les transformer dans le bon sens.

Enfin, nous avons besoin d’un homme de style. Amadou Ba est un homme d’administration, un pondéré. Ce pays a besoin de calme. Il nous faut une main ferme dans un gant de velours.

Le Sénégal a besoin d’un homme qui puisse incarner l’autorité. Il ne faut pas confondre ce qui s’est passé ces dernières années et la tradition politique sénégalaise. On ne peut pas être tout le temps dans la “politique spectacle”. Ce qui se joue, c’est le destin du pays. Il s’agit de proposer des projets et programmes politiques capables de transformer au quotidien la vie des Sénégalais. Ce serait bon d’avoir un homme politique qui incarne cette sérénité. Amadou Ba peut très bien incarner cette aspiration du peuple sénégalais.

Justement, quand est-ce que le candidat Amadou Ba va dévoiler les contours de son programme ?

Le moment des programmes viendra très prochainement. Il y aura déjà les investitures avec Benno Ak Tanor, Benno Siggil Senegaal, Macky2012. Le candidat donnera sa vision à son parti et aux coalitions qui l’ont porté, aux militants et au peuple sénégalais qu’il faut respecter.

La période de dépôt des parrainages approche. Quel mode va choisir le candidat de l’APR : parrainage citoyen ou des élus ?

Nous allons garder le suspense jusqu’au bout. Ce qui est sûr, c’est que nous sommes prêts sur tous les tableaux. Nous constatons que partout à travers le Sénégal, la coalition BBY est présente sur le terrain du parrainage. C’est observable sur tous les supports médiatiques. Nous occupons le terrain, à la rencontre des Sénégalais avec un très fort engouement des populations vis-à-vis de notre coalition dans la sérénité et la responsabilité.

Donc, le moment venu, nous choisirons l’option la plus appropriée et la plus stratégique pour notre coalition. Ceux qui promettaient d’imposer la cohabitation à l’Assemblée nationale, on a vu comment cela s’est terminé.

En prenant en compte le parrainage optionnel des élus (députés ou maires et présidents de conseils départementaux), BBY peut parrainer jusqu’à huit candidats. Peut-on voir des élus de BBY parrainer un autre candidat qu’Amadou Ba ?

Cela montre avant tout le réel équilibre politique dans le pays, au-delà de toutes les manipulations, discours et raccourcis politiques d’une certaine opposition et de certains observateurs qui essaient de tromper les uns et les autres. Encore une fois, le principe d’une stratégie est sa discrétion jusqu’au bout.

Demain vendredi 17 novembre se joue devant la Cour suprême la participation du plus grand opposant à la Présidentielle. À quoi vous attendez-vous après cette journée (verdict radiation de Sonko, verdict CEDEAO) ?

Sur les décisions de justice, nous attendons simplement que le droit soit dit au nom du peuple. Pour commenter le sujet, je constate qu'une certaine partie de l’opposition peut être incohérente dans sa démarche. Lorsqu’on vous accorde la récusation d’un juge, tout va dans le meilleur des mondes, mais lorsque le représentant de l’État le fait, cela est jugé antidémocratique. Lorsqu’un juge vous donne raison, la justice est libre. Mais lorsqu’un jugement vous est défavorable, l’on crie à la manipulation de la justice. Quand on croit à un idéal démocratique, il faut croire en ses institutions.

Peut-on dire ça de la DGE qui refuse d’appliquer une décision de justice ?

On ne peut pas aller trop vite en besogne en disant qu’elle refuse d’appliquer une décision de justice. Cette opposition a une manie régulière d’attaquer le système électoral sénégalais dans sa globalité. En 2019, le président Macky Sall gagne la Présidentielle avec 58 % des suffrages exprimés et les opposants crient à la fraude. En 2023, la même Administration, les mêmes organisateurs des élections locales et législatives, ils gagnent les grandes villes, font une percée à l’Assemblée nationale et crient à la victoire.

Dans la situation actuelle, avec leur désorganisation incroyable, avec leur manque de leadership et de programme, rebelote, on attaque encore le système électoral. Ceux qui incarnent le plus la crédibilité et la fiabilité de ce système électoral, ce sont les journalistes puisqu’ils donnent les résultats avant même les magistrats. Le jour du scrutin, à partir de 21 h, les journalistes vous disent qui a gagné les élections. C’est comme ça depuis 2000.

En 2019, cette opposition s’est attaquée aux journalistes pour les empêcher de donner les résultats. Cette tendance systématique à s’attaquer au système électoral sénégalais est un crime contre la démocratie. Ce n’est pas possible de voler des élections au Sénégal, cela se saurait. C’est un débat du 20e siècle, donc dépassé.

Par contre, cela révèle une chose. Les mêmes qui s’étaient regroupés autour d’un présupposé projet de troisième mandat du président Macky Sall essaient de se donner une nouvelle naissance autour d’une nouvelle thématique. C’est peine perdue. Il vaut mieux travailler sur un projet alternatif pour faire face au projet économique et social que nous portons avec un candidat qui a les épaules pour le faire. À défaut, il est presque normal qu’ils s'arc-boutent à des présupposés tentatives de fraude électorale qui n’existent que dans leur imagination.

Beaucoup de contestations sont notées sur la nouvelle composition de la Cena et le décret qui l’a instaurée. Partagez-vous cela, vu que deux nouveaux membres sont estampillés proches du pouvoir, ayant milité dans l’APR ?

S’il y a des preuves sur les accusations qu’ils portent, ils doivent les fournir et les gens apprécieront. Le système électoral sénégalais n’appartient ni au président Macky Sall ni à l’opposition, encore moins au parti au pouvoir. C’est un système collégial qui fonctionne depuis trente ans. Je pense très sérieusement que tout ce débat qui vise à dire que notre système électoral n’est pas fiable n’est pas sérieux. Il est porté par des acteurs politiques dépassés qui vivent encore dans leur époque. Ils ne connaissent, comme forme d’engagement politique, que cette relation tendue avec l’État. À défaut de projet sérieux, on va dire que la DGE n’est pas indépendante, le Conseil constitutionnel ne va pas accepter ceci ou cela. Aujourd’hui, jamais on ne prouvera dans ce pays qu’il y a une fraude électorale.

Pourtant, ce sont des organisations de la société civile qui ont annoncé leur intention d’attaquer ce décret…

Oui, mais quels membres ? Le même groupe qui parlait d’un projet de troisième mandat et qui avait organisé un mouvement politique composé d’acteurs

de la société civile, en perte de cause depuis la non-candidature de Macky Sall, cherche, en cette cause d'une menace sur le système électoral, une nouvelle renaissance. Vouloir nous retenir sur le sujet du processus électoral et du système électoral sénégalais comme seule thématique est une forme de manque d'ambition pour le Sénégal. Parce qu'il s'agit d'un sujet réglé depuis longtemps.

Beaucoup d'appels sont lancés pour une élection présidentielle transparente et inclusive. Pour la démocratique sénégalaise, est-ce qu'une élection en 2024 sans la participation d'Ousmane Sonko, opposant le plus en vue, ne ferait pas tache ?

Non ! Il faut bien poser le sujet. Tous ceux qui jouissent de tous leurs droits civils et civiques et qui remplissent les critères de participation établis par la Constitution et le Code électoral doivent participer à l'élection. Ceux qui ne le sont pas ne devraient pas participer à l'élection. C'est cela l'État de droit. Il faut juste mettre les choses dans le registre du droit. Toutefois, j'estime que le Sénégal mérite d'être dans une démocratie apaisée. Mais pour cela, il faudra qu'on arrête la "politique spectacle" et qu'on parle du pays avec beaucoup de sérieux. Si on le fait, on crée les conditions d'une sérénité où l'État de droit et la primauté du destin collectif sur le destin individuel prennent le dessus.

L'idée d'un report de la Présidentielle est agitée depuis quelques jours. Quelle est la position de la coalition BBY sur la question ?

Notre coalition est prête à aller à l'élection et à la gagner le 25 février 2024. Nous sommes sûrs de notre projet. Nous avons un candidat déterminé. Nous avons un projet pour le pays. Le moment venu, le candidat va communiquer avec le peuple sénégalais. Comme le qualifie le ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, toute idée de report de l'élection présidentielle est loufoque. Cela n'a pas de sens.

Pourtant, certains pensent que le président Macky Sall, avec ce qui se passe avec la DGE et la Cena, essaie de mettre en place les conditions d'un contentieux insoluble pour reporter les élections…

Le président de la République Macky Sall a déjà trouvé une nouvelle mission, envoyé spécial pour le suivi du pacte de Paris pour l'environnement, la nature et les peuples. Ce qui témoigne de sa stature internationale. Il est dans une autre perspective. Il faut que les gens se réveillent. Nous avons un projet et un candidat pour lequel nous nous mobilisons pour gagner l'élection au premier tour. Ceux qui n'ont pas de projet ni de vision et ne sont pas assez préparés, sont en train de dire que les élections n'auront pas lieu, le processus électoral est biaisé, etc.

Non ! On va vers la campagne électorale et nous sommes sûrs de gagner, car nous avons un discours sérieux. Il est temps de redonner à l'engagement politique ses lettres de noblesse. Toutes ces questions ne nous semblent pas sérieuses face aux enjeux économiques, sécuritaires, les questions de la jeunesse.

Cela fait six mois que les universités sénégalaises sont fermées. Pour beaucoup, la principale raison de la non-reprise des cours est politique. Pourquoi les campus ne sont-ils pas ouverts au moment où les principaux acteurs (étudiants et enseignants) le réclament ?

Je ne suis pas dans le secret des dieux. Mais l'État doit garantir toutes les conditions de sécurité et les conditions pédagogiques sereines pour les étu-diants. On a vu ce qui s'est passé à l'université le 1er juin 2023 : le Cesti brûlé, de même que le chapiteau des sciences juridiques, détruits le Coud et les moyens de travail du personnel. L'État doit prendre toutes les mesures pour que cela ne se répète pas. Si cela nécessite qu'on perde un peu de temps, on peut le comprendre. La gravité des faits mérite qu'on prenne le temps de garantir que cette première dans l'histoire du Sénégal ne se reproduise jamais.

Les étudiants vont nous permettre, par ricochet, de parler de la jeunesse. Pourquoi a-t-on l'impression qu'il y a un problème entre Macky Sall et la jeunesse sénégalaise ?

Il n'y en a pas. C'est juste votre impression.

Quelle est la place de cette jeunesse dans le programme de votre candidat ?

Les politiques de jeunesse sous le régime de Macky Sall sont massives, impressionnantes et systémiques. Sur la formation professionnelle, les domaines agricoles communautaires (Dac), les maisons de la jeunesse, l'accès au financement (la Der/FJ, le Fongip, l'ANPEJ, etc.), la jeunesse est toujours une priorité. L'âge médian du Sénégal est 19 ans. Avec Amadou Ba, la perspective est le maintien de cette politique. Mais le moment venu, le candidat adressera son message à la jeunesse.

Malgré tout, ces jeunes sont très présents dans les pirogues qui quittent en nombre le pays en direction des côtes espagnoles. L'émigration irrégulière bat tous les records de départ cette année. Cela ne traduit-il pas cette souffrance que vit la jeunesse sénégalaise ou l'échec de la politique de jeunesse de Macky Sall ?

La jeunesse, c'est d'abord le peuple sénégalais tout court. À l'image de beaucoup de pays du monde, le Sénégal a traversé deux grandes crises : la Covid-19 et la guerre en Ukraine. L'État a fait énormément d'efforts pour accompagner les acteurs économiques. La vie est chère et les conditions sont très difficiles pour tous les Sénégalais. Mais c'est partout dans le monde, particulièrement dans la sous-région.

Il faut le constater. L'émigration est une réalité. Beaucoup de Sénégalais choisissent d'aller tenter leurs chances dans d'autres pays. Certains choisissent de prendre des pirogues de façon clandestine. Ce qui est dommage, car beaucoup de pertes humaines sont enregistrées. C'est catastrophique et l'État a pris des mesures pour empêcher les départs par cette voie. Mais aussi, il faut beaucoup de travail de sensibilisation, de mobilisation des acteurs sociaux pour faire comprendre aux candidats qu'un voyage est possible, mais qu'il ne faut pas le faire au péril de sa vie.

À côté de cela, il y a des jeunes qui prennent l'avion et passent par le Nicaragua. Ils paient beaucoup d'argent, entre 5 et 7 millions F CFA. Ce qui nuance l'approche économique d'une explication de l'émigration. Notre continent se mondialise. Les gens ont envie d'expérimenter un autre mode de vie.

Les pays ne se bâtissent pas en 10 ans. Ce n'est pas une particularité sénégalaise de voir des personnes se déplacer en masse, en quête de nouvelles opportunités dans d'autres pays. L'Amérique du Nord est peuplée de migrants (des Écossais, des Irlandais, des Italiens, des protestants qui ont quitté l'Europe pour une autre vie en Amérique). L'Italie, par l'immigration, s'est quasiment dépeuplée en un moment pour se repeupler dans les années 70-80. C'était un pays en construction. Lorsque la Chine s'est enfermée sur elle-même pour construire son développement, des Chinois ont choisi d'entrer dans des conteneurs pour rejoindre les États-Unis et beaucoup sont morts dans l'océan. Le phénomène migratoire dans un pays en construction est quelque chose d'à peu près normal.

Mais dire que les jeunes sortent du pays parce que les politiques publiques n'ont pas marché est un raccourci. Et je mets en garde une opposition qui l'utiliserait comme arme politique, parce que ce serait de la démagogie. Le nombre de centres ENO (espace numérique ouvert) qui ont ouvert, la requalification des filières à l'université, les centres de formation professionnelle 3FPT, les réformes qui ont été faites pour attirer les investissements directs étrangers et aujourd'hui le cap sur l'industrialisation : le candidat en parlera. L'accès à l'énergie à bas coût avec le gaz et le pétrole devraient permettre de franchir un cap vers l'émergence.

Ayons le courage d'encourager nos jeunes à rester dans le pays. Il est possible de naître, de grandir et de réussir au Sénégal. ■

Les Comptes de Almamy Bocar

LA CHRONIQUE DU VÉTÉRAN

Un Nouveau Monde

Auberge espagnole

Le phénomène du "Mbeuk-Mi", qualifié par les Européens d'immigration irrégulière, est devenu un problème central. Les statistiques que les autorités espagnoles ont révélées affirment que les iles Canaries ont accueilli près de "32 000 candidats" au voyage en provenance du Sénégal, entre 2022 et la première partie de 2023.

En indexant le nombre de refoulés et de rapatriés, sans compter les disparus en mer, plus de 90 % de ces candidats à l'immigration ne sont pas revenus au bercail. Ceux-ci seraient, donc, restés en terre espagnole ou se seraient introduits à partir de l'Espagne dans d'autres pays européens.

Une première question pourrait être posée à ce stade. L'Espagne semble y trouver son compte avec l'arrivée dite massive de clandestins subsahariens, car à la différence de la France, de l'Allemagne ou de l'Italie, le pays de Servantes est l'un des rares États européens où les autorités politiques n'érigent pas leur pays en forteresse pour se protéger d'une supposée invasion. À coup sûr, l'Espagne et son économie à travers son agriculture, son industrie et les petits métiers du quotidien tirent un grand profit avec cet apport de main-d'œuvre de jeunes adultes en pleine force de l'âge.

Et là où les autres pays européens se réfugient derrière leur petit doigt pour ne pas reconnaître cette réalité, qui fait bel et bien leur affaire, les Espagnols, sans pour autant être moins racistes et nationalistes que leurs voisins, ne cèdent pas comme le fait l'extrême droite en France, en Italie et en Allemagne à la xénophobie électoraliste en indexant les candidats à l'immigration comme des boucs émissaires de tous leurs maux.

Cela me paraît, donc, illusoire de penser que la résolution du problème de l'immigration qui fait fuir notre jeunesse vers les pays industrialisés n'a sa solution que sous nos cieux. L'exode de jeunes Africains est dû en grande partie à la faillite de nos politiques publiques dans la prise en charge de l'éducation, de la formation et du développement, mais c'est en grande partie, aussi, parce que les pays européens ont besoin de main-d'œuvre à moindre coût et doivent faire face au vieillissement de leur population qui exige de plus en plus d'emplois de proximité avec des auxiliaires de vie, des aidants et autres pour seconder leur population du troisième âge.

Tout comme il faut relever un autre fait notable, car autant que les jeunes Subsahariens qui se ruent à la recherche d'un horizon meilleur vers l'Europe du Sud, les jeunes Espagnols, Portugais et Italiens vont aussi en grand nombre à l'assaut des pays du Vieux Continent plus industrialisés que leur pays à la quête de perspectives meilleures. Ainsi, que ce soit au Luxembourg, aux Pays-Bas ou dans les pays scandinaves, les communautés portugaise, espagnole ou italienne y sont aussi importantes que les subsahariens et les Arabes.

Voilà pourquoi les candidats à l'immigration en provenance du Sud viennent combler le gap de la main-d'œuvre des pays européens du sud comme l'Espagne, l'Italie et le Portugal partis chercher bonne fortune vers d'autres horizons européens du Nord meilleurs que chez eux.

La résolution de ce problème mérite, donc, que les dirigeants africains interpellent leurs homologues européens sur leur responsabilité dans cette question. Le "Mbeuk-Mi" est un fléau pour certains Africains, mais une panacée pour les économies et les sociétés des pays de l'Union européenne.

Macron et les présidents francophones

L'armée malienne, les Fama, vient de réussir un fait d'armes notable avec la reprise de Kidal des mains des rebelles touaregs et des djihadistes affiliés à Al Quaida et à Daesh. Les autorités militaires de Bamako peuvent bomber leur torse face aux autorités françaises qui, depuis la fin de leur coopération militaire avec le Mali et l'expulsion des forces françaises de leur pays, n'ont jamais manqué d'occasion pour leur porter un coup fatal. Le pouvoir militaire de Bamako vient de mettre encore à nu les insuffisances, les incohérences de l'État français qui n'a pas compris que l'ère coloniale avait pris fin depuis plus d'un demi-siècle. L'idéologie qui a toujours consisté à faire croire aux ex-colonies françaises ou anglaises qu'elles doivent toujours s'abriter sous la tutelle ou le parrainage de l'ex-puissance coloniale est une forfaiture qu'une nouvelle élite africaine totalement décomplexée a jetée aux orties. La reprise de Kidal par les Fama, après l'échec de la tentative de débarquement des forces de la CEDEAO à Niamey orchestrée est plus qu'un camouflet pour le président français.

Les temps ont changé, mais le président Emmanuel Macron ne semble pas avoir pris la mesure des choses, car jusqu'à présent, il pense que la France a encore une hégémonie sur les ex-pays francophones et peut y exercer une suprématie en y décidant de l'Alpha et de l'Oméga. Le peu de dirigeants francophones lui accordant encore l'oreille a intérêt à prendre conscience qu'une époque est bel et bien révolue. Celle où les anciens pays colonisateurs dictaient la marche à suivre dans les ex-territoires de leur empire qui faisaient d'eux des puissances planétaires.

La France a cessé d'être une grande puissance depuis les années 1980. Elle est devenue une puissance moyenne entre les années 1990 et le début du XXIe siècle. Elle est, aujourd'hui, un pays industrialisé qui s'accroche à l'Union européenne et derrière la locomotive allemande pour espérer ne pas sortir du Top 20 des pays industrialisés.

C'est le pays de Marianne qui a besoin des pays africains pour espérer conserver sa place, alors que des pays comme l'Inde, la Corée, le Brésil, l'Indonésie ou la Turquie le bousculent sérieusement. Sans les ressources minières, agricoles et les concessions dont bénéficient les firmes françaises dans son expré carré colonial, la France, qui a un endettement de plus de 120 % de son PIB et un déficit de ses comptes publics, serait classée pays sous-développé depuis belle lurette.

Perdre l'uranium du Niger après l'or du Mali, se faire bousculer par des entreprises chinoises, turques ou russes sur les marchés où elle avait la mainmise presque totale est le meilleur révélateur de la puissance perdue et que le président Macron n'arrive pas encore à bien saisir.

La grande réussite des putschistes de Bamako et de Niamey, en passant par Ouaga, réside dans le fait qu'il revient à la France de Marianne et de De Gaulle de se réajuster. En acceptant que l'ère nouvelle soit celle d'une nouvelle définition de ses relations avec les pays africains indépendants. ■

ABDOULAYE BAMBA DIALLO

ESCROQUERIE À LA CARAMBOUILLE PORTANT SUR 83 MILLIONS

La Dic fait tomber un trio de ripoux

Deux commerçants et un directeur de société ont été interpellés et déférés au parquet par les limiers de la Dic. Ils sont poursuivis pour association de malfaiteurs, escroquerie à la carambouille portant sur un montant de 83,1 millions F CFA, faux et usage de faux en écritures publiques, complicité et vol de chèques.



Illustration

CHEIKH THIAM

Il y a quelques jours, les limiers de la Division des investigations criminelles (Dic) ont été saisis par N. Wade, B. Guèye, A. Guèye et A. A. Diallo à travers une plainte contre les nommés C. Sall et P. G. Fall alias "C. Diop" pour des faits d'association de malfaiteurs, escroquerie à la carambouille, faux et usage de faux en écritures publiques et vol de chèques portant sur un préjudice de 83 190 000 F CFA et pour complicité d'escroquerie concernant le nommé A. K. Sarr.

De l'économie des faits, il ressort, selon nos sources, que les mis en cause, en usant de manœuvres frauduleuses, ont réussi à se faire livrer de la marchandise par les plaignants. À la réception de celle-ci, ils leur ont remis des acomptes avant de leur promettre de compléter le reliquat. Mais contre toute attente, ils ont revendu la marchandise à des prix dérisoires pour ensuite devenir injoignables, après plusieurs promesses de paiement non respectées.

Confirmant les termes de leurs plaintes, lors de leurs auditions, N. Wade et B. Guèye ont confié que le nommé P. G. Fall alias "C. Diop" a passé respectivement auprès d'eux des commandes de 38 210 kg d'arachides d'une valeur de 34 389 000 F CFA par l'intermédiaire du nommé A. K. Sarr, 'coxeur' (rabatteur) établi à Touba, des mouchoirs et des ampoules estimés à 42 273 250 F CFA.

Interrogé à son tour, P. G. Fall alias "C. Diop" a reconnu sans ambages tous les faits qu'on lui reproche. Concernant l'arachide du nommé N. Wade, il a révélé aux hommes du commissaire Adramé Sarr, le patron de la Dic, qu'elle était destinée à une cliente (sans précision) qui disposait d'un contrat de fourniture d'arachides avec une société alimentaire de la place. Mais il l'a détournée pour la bazarder à Touba à un commerçant. Ensuite, il a utilisé les fonds récoltés à l'achat de marchandises pour la préparation du Magal de Touba.

Toutefois, il a précisé que le nommé A. K. Sarr n'est pas mêlé à son entreprise délictuelle.

Concernant la marchandise reçue de B. Guèye, estimée à 42 273 250 F CFA, le mis en cause a reconnu lui avoir versé un acompte d'un montant de 13 695 375 F CFA et s'était engagé à solder le reliquat dans un bref délai. Pour se défendre, il a soutenu, sans convaincre, que ce sont les manifestations politiques qui l'ont empêché d'honorer ses engagements, alors qu'il reconnait avoir écoulé toute la marchandise.

Toutefois, pour se tirer d'affaire, il a déclaré qu'une partie de la marchandise est entre les mains de clients véreux dont il refuse de communiquer l'identité et l'adresse.

Interpellé sur les deux copies de cartes nationales d'identité distinctes qu'il a remises à ses deux plaignants, il a déclaré que celle comportant le nom de C. Diop est une fausse identité qu'il s'était fait confectionner en 2018, par un certain Tony établi à Kaolack, avant de confirmer l'autre contenant les filiations de P. G. Fall.

Entendu sur procès-verbal, le nommé C. Sall a aussi reconnu les faits. Il a soutenu qu'il est le directeur de la société Sall Distribution, spécialisée dans la commercialisation de produits alimentaires. Il a confirmé les déclarations des plaignants en avouant leur devoir 27,190 millions F CFA. Il a aussi reconnu avoir vendu la marchandise qu'il leur devait et a eu un grand bénéfice qu'il a investi dans d'autres marchandises.

Sur les chèques trouvés chez lui et établis au nom d'A. K. Sarr, il a répondu les avoir ramassés. ■

DEUX ANS DE PRISON POUR MÉDOUNE GUÈYE

Il partage des vidéos obscènes de son ex-petite amie

Placé sous mandat de dépôt le 2 novembre, Médoune Guèye a finalement fait face, hier, aux juges du tribunal des flagrants délits de Dakar. Il est poursuivi pour collecte illicite et diffusion d'images contraires aux bonnes mœurs. C'est son ex-petite amie qui l'a traduit en justice.

MAGUETTE NDAO

C'est à la barre du tribunal des flagrants délits de Dakar que Médoune Guèye et son ex-petite amie, Marième Mbaye, ont soldé leurs comptes. Quand ils ont mis un terme à leur relation amoureuse, ils n'ont plus entretenu de bons rapports. Surtout depuis que Marième Mbaye a découvert que son ex a transféré ses vidéos intimes à un de ses amis.

Selon elle, celui-ci ne cesse de la faire chanter. Pis, dans sa plainte, la demoiselle révèle aux enquêteurs que c'est sous la contrainte que son petit ami a pris les vidéos. À la barre, elle renseigne qu'elle a même déposé plainte contre lui et il a supprimé les images devant les policiers avant d'être relâché. Ce n'est que plus tard qu'elle a appris qu'un de ses amis qui la faisait chanter détenait ses images.



Illustration

Des déclarations contestées par le prévenu. "Les vidéos datent de 2022. À l'époque, on sortait ensemble. J'avoue que je l'ai filmée quand elle était nue. Mais je n'ai pas usé de la force. D'ailleurs, on nous voit ensemble sur les images", s'est défendu le comparant qui jure n'avoir jamais envoyé à qui que ce soit ces vidéos prises dans le cadre privé.

Au terme de ses déclarations, le représentant du ministère public, qui estime que les faits sont constants, a requis l'application de la loi.

Mais l'avocat de la défense ne partage pas le même avis que lui. Selon Me Cayossi, la plaignante était consentante quand les images étaient prises. "Elle a eu peur en pensant que son ex a partagé ses vidéos avec ses amis. Ce qui explique sa première plainte. La vidéo a été effacée à la police devant les enquêteurs. C'est après que la fille s'est ravisée pour dire que Médoune aurait envoyé la vidéo à un ami qui la faisait chanter à son tour. Je sollicite la relaxe pure et simple de mon client, parce qu'il ne ressort pas de la procédure qu'il a envoyé (la vidéo)", a plaidé l'avocat.

Finalement, il a écopé d'une peine d'emprisonnement de deux mois ferme. ■

JUGÉ POUR LE MEURTRE DE SON COMPATRIOTE GUINÉEN

Issakha Sylla sur le point de recouvrer la liberté, après cinq ans en prison

Le maître des poursuites a requis, hier, cinq ans d'emprisonnement ferme contre Issakha Sylla. Ce ressortissant guinéen, qui séjourne à la citadelle du silence depuis décembre 2018, est accusé du meurtre de son compatriote Alpha Oumar Diallo.



Illustration

Le 2 décembre 2018, Alpha Souleymane Barry découvre son ami Alpha Oumar Diallo baignant dans une mare de sang. Aussitôt, les secours, qui ont été alertés, sont venus le chercher pour le conduire à l'hôpital Aristide Le Dantec, où celui-ci a finalement rendu l'âme. Mais avant sa mort, il a eu le temps de dire à son ami l'auteur de cet acte.

En effet, il a pointé du doigt Issakha Sall. C'est ainsi que, le même jour, celui-ci a été appréhendé aux alentours où le crime a eu lieu. Sur place, les éléments de la brigade de Bel-Air ont cherché vainement l'arme du crime.

Mais à l'enquête, Issakha Sylla leur révèle qu'il s'est bagarré avec la victime. À l'en croire, c'est au cours de leur altercation que celui-ci est tombé par terre et a été blessé par des tessons de bouteilles qui se trouvaient sur le sol. D'après lui, c'est ce qui lui a occasionné la section d'une artère de son bras gauche. Il soutient qu'il est parti quand Alpha Oumar Diallo est tombé. Il précise également que celui-ci était en vie.

Sur l'origine de la bagarre, il informe que la victime et ses amis l'avaient agressé et ont emporté ses 35 mille francs CFA. Des propos qu'il a réitérés hier, à la barre de la Chambre criminelle du tribunal de Dakar.

N'ayant aucune preuve sur l'intention de l'accusé d'ôter la vie à Alpha Oumar Diallo, le représentant du ministère public a requis la disqualification des faits en coups mortels. Il a ainsi requis cinq ans d'emprisonnement ferme contre Issakha Sylla.

Les avocats de la défense ont abondé dans le même sens en sollicitant la disqualification en homicide involontaire et de faire bénéficier à leur client une application bienveillante de la loi.

Après cinq ans de détention préventive, Issakha Sylla sera édifié sur son sort le 20 décembre prochain. ■

M. NDAO

TOURNÉE ÉCONOMIQUE DE MACKY SALL

Les réalisations dans la région de Kaffrine

Après les étapes de Kédougou (13 et 14 novembre) et de Kaolack (hier), le président de la République se rend aujourd'hui dans la région de Kaffrine. Dans le cadre de sa tournée économique à travers le pays, Macky Sall effectuera également des activités importantes dans la capitale du Ndoucoumane. L'une de ces activités majeures sera l'inauguration de la Sphère administrative régionale (Sar) de Kaffrine. Par ailleurs, l'État a réalisé des progrès significatifs, notamment dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, où il a investi un montant total de 28 432 337 080 F CFA, entre 2012 et 2023.



Inauguration de l'hôpital régional Thierno Birahim Ndao en 2021

BABACAR SY SEYE

L'une des infrastructures emblématiques de la région de Kaffrine est la Sphère administrative régionale (Sar) de Kaffrine, qui sera inaugurée ce jeudi par le président de la République lors de sa tournée économique dans la région. Ce bâtiment abritera une vingtaine de services déconcentrés de l'État, une annexe de la présidence de la République, ainsi que la gouvernance et la préfecture de Kaffrine.

L'État indique que d'autres sphères administratives régionales sont prévues à Sédhiou, Thiès et Diourbel, pour un coût total de 21 milliards F CFA, financés par la Caisse des dépôts et consignations.

En outre, à Kaffrine, on compte actuellement la caserne des sapeurs-pompiers, la mise en service d'un groupe du GMI (Groupement mobile d'intervention) et la création d'un commissariat urbain à Koungheul, pour un coût de 250 millions F CFA. À cela s'ajoutent plusieurs réalisations dans le secteur de l'éducation, telles qu'une université agricole, un nouveau lycée, un bloc scientifique ainsi que huit daaras modernes et bien d'autres.

Infrastructures sportives

Dans le domaine du sport, un projet de construction du stade régional de Kaffrine est en cours. Les travaux ont débuté en juillet 2022, pour un coût estimé à 7,3 milliards F CFA. Il est important de souligner que ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme national de développement des infrastructures sportives régionales et locales, une initiative partagée entre le gouvernement, les collectivités territoriales et le secteur privé, visant à renforcer toutes les initiatives sportives.

De plus, en prévision des Jeux olympiques de la jeunesse 2026, l'État entend déployer des efforts pour améliorer l'offre d'installations sportives et l'encadrement des jeunes. Cela comprend le recrutement et la formation de stadiers chargés de la sécurité dans les stades, ainsi que la protection des infrastructures et des spectateurs.

Hôpital régional Thierno Birahim Ndao à 20 milliards F CFA

Selon le Bureau d'information gouvernemental (Big), depuis son accession à la présidence, Macky Sall a accordé une grande importance à la région de Kaffrine. Cela se reflète dans les infrastructures qui ont été réalisées ces dernières années dans la localité telles que l'hôpital régional Thierno Birahim Ndao, d'une valeur de 20 milliards F CFA. De plus, le centre de dialyse de Kaffrine a été érigé à l'intérieur du centre de santé Saliou Ndao pour un coût de 150 millions F CFA. Cette nouvelle réalisation est liée à l'hôpital régional Thierno Birahim Ndao, inauguré en mai 2021 par le président Macky Sall. Le gouvernement souligne également que l'unité d'accueil d'urgence et le service de réanimation ont été mis aux normes et que les équipements des structures de santé ont été renforcés.

En ce qui concerne le renforcement du personnel soignant, il est noté que Kaffrine fait partie des six régions récemment bénéficiaires d'un vaste programme de recrutement.

Routes

Sur le plan des infrastructures routières, il convient de souligner la réalisation de la route Kaffrine - Nganda, long de 35 km, et d'un coût de 11 302 879 438 F CFA. Ce projet a été identifié comme prioritaire lors du Conseil des ministres délocalisé tenu dans la capitale du Ndoucoumane le 15 avril 2015. Le financement de cette route a été assuré par le budget de l'État.

Cette route fait partie de la voie transafricaine Tanger – Dakar – Abidjan - Lagos et joue un rôle essentiel dans le désenclavement de la région de Kaffrine, en facilitant notamment l'évacuation des produits agricoles.

L'axe Kaffrine - Nganda, considéré comme l'une des "réalisations concrètes du Plan Sénégal émergent (PSE)", jouera également un rôle crucial dans la relance des activités économiques de la région. Il permettra la disponibilité des produits halieutiques en provenance des régions côtières et facilitera l'évacuation des produits pastoraux et autres ressources abondantes du Ndoucoumane. Parallèlement, le gouvernement met en avant la réalisation de nombreux ouvrages d'assainissement et d'hydraulique le long de la route, la modernisation de la gare routière de Nganda et la clôture de nombreuses écoles.

Par rapport au pouvoir d'achat et le bien-être des populations, le gouvernement sénégalais a mis en place des mesures importantes. Tout d'abord, un transfert d'argent exceptionnel a été effectué pour faire face aux conséquences combinées du conflit russo-ukrainien et de la conjoncture mondiale post-Covid, avec plus de 2 milliards F CFA alloués aux ménages de Kaffrine.

Par ailleurs, un autre point important concerne la couverture maladie universelle où 52 120 personnes ont été inscrites, d'après nos informations. De plus, plusieurs investissements ont été réalisés dans le cadre de programmes tels que le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC), le Puma, le Promovilles, etc.

Ces initiatives témoignent donc de l'engagement de l'État envers l'amélioration du pouvoir d'achat et du bien-être des populations.

Un montant de 28,432 milliards F CFA investi entre 2012 et 2023 dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Entre 2012 et 2023, l'État du Sénégal a investi un montant total de 28 432 337 080 F CFA dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à Kaffrine. Dans le sous-secteur de l'hydraulique, une somme de 22 478 469 330 F CFA a été allouée pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques en milieu rural (17 494 734 000 F CFA) et en milieu urbain (2 667 431 029 F CFA), ainsi que pour la gestion intégrée des ressources en eau (2 316 304 301 F CFA), sans tenir compte des réalisations effectuées dans le cadre transfrontalier.

Quant au sous-secteur de l'assainissement, nos informations indiquent que pas moins de 5 953 867 750 F CFA ont été mobilisés pour la réalisation d'infrastructures d'une grande importance sociale.

"Les ouvrages réalisés favorisent l'accès à des systèmes d'assainissement améliorés pour un meilleur cadre de vie et une meilleure santé des populations par l'élimination des maladies liées au péril fécal notamment", soutient-on par rapport à l'assainissement.

Concernant les réalisations en hydrologie rurale, elles ont permis de desservir plus de 350 000 personnes supplémentaires, d'améliorer les conditions socioéconomiques et sanitaires des populations, en réduisant les maladies liées à l'eau ainsi que d'avoir des effets positifs sur la scolarisation des enfants.

De plus, ces réalisations ont contribué au développement d'activités génératrices de revenus chez les femmes et les jeunes.

En ce qui concerne les réalisations phares en hydrologie urbaine, l'État indique qu'elles ont renforcé et sécurisé le système d'alimentation en eau potable, permettant ainsi à 1 304 ménages supplémentaires, soit plus de 13 000 personnes, d'avoir accès à l'eau potable. ■

SAINT-LOUIS - SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE

Des évêques du Sénégal et de la sous-région en réunion annuelle

La capitale du Nord abrite, pendant cinq jours, la première session ordinaire de la Conférence épiscopale du Sénégal, de la Mauritanie, du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau. Une rencontre qui servira de cadre aux évêques de ces pays d'aborder différents points dont la vie de l'Église et des sujets d'actualités politiques et sociales.

Saint-Louis accueille des hommes d'Église. Pour l'évêque du diocèse de Thiès, Son Excellence Monseigneur André Guèye, leur conclave dans la vieille cité est une rencontre d'échanges, de concertation et de fraternité qui réunit annuellement tous les évêques des diocèses de différents pays du Sénégal, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Cap-Vert. Une occasion qui leur permet de discuter des problèmes internes de l'Église, mais aussi de l'actualité. D'ailleurs, la tension latente notée dans l'espace politique sénégalais et l'émigration irrégulière se sont invitées dans les débats à l'ouverture des travaux.

À en croire l'administrateur apostolique du diocèse de Saint-Louis, monseigneur André Guèye, les nombreux troubles sont dus à un manque de repères, surtout dans la frange jeune.

Face à la presse, l'évêque du diocèse de Thiès a déploré la situation chaotique du phénomène de l'émigration irrégulière "Barça ou Barsakh" avant de lancer un appel aux jeunes à plus de patience. "La vie ne se limite pas seulement à la possession matérielle. La vie n'a pas de prix et les réussites économique et matérielle ne peuvent la remplacer. La vie est sacrée", a-t-il soutenu.

Raison pour laquelle, a-t-il poursuivi, la première session ordinaire de la Conférence épiscopale du Sénégal, de la Mauritanie, du Cap-Vert et de la Guinée-Bissau sera un cadre pour les différents évêques d'apporter leur contribution à la résolution de ce fléau. Avant d'inviter les pays d'accueil à traiter avec plus d'humanisme et de dignité les migrants qui débarquent sur leur sol. "Ces derniers, quelle que soit leur situation, sont avant tout des humains qui se soucient de leur avenir et non des animaux", a rappelé l'évêque du diocèse de Thiès, Son Excellence Monseigneur André Guèye.

Revenant sur la situation politique tendue, les évêques ont appelé les différents acteurs politiques à prendre de la hauteur et à mettre l'intérêt général devant tout autre intérêt. Pour des élections libres, transparentes et sans violence en février 2024, les hommes d'Église ont formulé des prières. ■

IBRAHIMA BOCAR SENE (SAINT-LOUIS)

Lettre ouverte à Monsieur Oumar Sarr, Ministre des Mines et de la Géologie


Oumar Sarr

Monsieur Le Ministre,

Au nom du Comité de Veille et d'Alerte de la Faleme Mali/Sénégal (CVAF/MS), je viens, très respectueusement, mais avec une très grande colère, vous dire notre déception, car, nous avons le sentiment, et je pèse bien mes mots, que vous nous avez trahis. Que vous avez trahis nos populations et nos terroirs riverains du fleuve Falémé.

Ce qui fonde ce sentiment de trahison, Monsieur le Ministre Oumar SARR, est l'autorisation signée de vos mains, malgré toutes les assurances que vous nous aviez données.

Nous avons pris connaissance de cette autorisation, lors de la rencontre organisée le 29 octobre 2023, par le Président du collectif des 13 villages riverains de la Falémé de la commune de Sadatou, Monsieur Boulaye Macalou, le Chef de village de Moussala Sénégal. Cette rencontre à laquelle Le Comité de Veille et d'Alerte de la Falémé /Mali- Sénégal (CVAF- MS) a été invité, a regroupé les membres du collectif des 13 villages sus mentionnés, Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissent de Kéniéba, le Commandant de la brigade de gendarmerie de Kéniéba, les chefs des services du dit arrondissement, Monsieur le Maire de la commune de Sadatou, le Collectif Sauvons la Falémé (SF) , Monsieur Mao représentant la société Chinoise attributaire de votre autorisation. Alors que vous n'ignorez pas que depuis 2018, nous luttons pour que tous les orpailleurs nationaux et ceux provenant de la sous-région soient déguerpis de l'emprise de la Falémé, voilà que, loin de mettre en œuvre ce déguerpissement, vous avez décidé, d'aggraver notre situation. En effet, vous avez carrément octroyé une autorisation d'exploitation semi mécanisée sur deux sites se trouvant sur la rive gauche du fleuve, le premier à moins d'un kilomètre des berges, près du Village de MOUSSALA Sénégal, le second, à moins de trois cents mètres des berges du fleuve, au niveau du village de DIOUBEBA, dans la commune de SADATAOU.

Notre ressenti est d'autant plus justifié que nous vous avions rencontré le 26 février 2021, de 13h à 14h dans vos bureaux à Diamniadio. A cette occasion, nous vous avions exposé la situation catastrophique du fleuve dont les eaux sont complètement polluées, la faune et la flore en agonie, l'écosystème en voie de destruction, les fléaux relatifs à la santé avec la prolifération et l'apparition sur l'emprise du fleuve de maladies jusqu'alors inconnues dans nos terroirs, qui ravagent les populations et leurs bétails, les méfaits sur l'éducation avec les déperditions scolaires, la détérioration des mœurs, le développement exponentiel de l'insécurité que génèrent les trafics de tous genres et toutes sortes de drogues qui sont en train de gangrener insidieusement, comme un cancer, notre jeunesse.

Après cet exposé, vous nous aviez montré d'horribles images de l'état du fleuve pour nous confirmer la véracité du récit que nous venions de vous faire ; pour nous expliquer également que vous étiez non seulement bien informé de la situation, mais que vous êtes aussi conscient des dangers que vivent ou qui guettent les populations riveraines du fleuve et son écosystème. Vous nous aviez assuré que vous prendriez très rapidement les décisions et les dispositions adéquates pour arrêter l'orpaillage sur l'emprise de la Falémé, que vous utiliseriez tous les moyens dont dispose l'Etat pour y parvenir. Je rappelle, en outre, que vous aviez promis de vous rendre sur les rives de la Falémé pour constater de visu l'état du fleuve. A ce jour, nous attendons cette visite.

Au terme de la rencontre du 29 octobre dernier au village de Moussala Sénégal, les populations ont fait savoir à Monsieur le Sous-préfet, leur totale opposition à cette exploitation semi mécanisée et l'ont chargé de vous demander de bien vouloir abroger votre autorisation. Les populations ont souligné avec force, à Monsieur le Sous-préfet, que la Falémé leur étant vitale, elles s'opposeront par tous les moyens à cette exploitation qui va empirer la situation déjà désastreuse de l'emprise du fleuve et impacter négativement leurs activités, mettre en danger leurs vies, hypothéquer l'avenir de leurs enfants et que, pour cela, elles n'ont d'autres choix que de résister et s'il le faut jusqu'au sacrifice suprême.

Notre Comité se joint aux populations riveraines pour vous demander de bien vouloir abroger l'autorisation accordée à la société chinoise. A défaut, nous n'excluons pas de saisir qui de droit pour que cette autorisation ne mette pas en péril la vie de nos populations et de leurs bétails, la faune, la flore et l'écosystème de l'emprise de la Falémé ; en un mot, tout notre environnement. A notre humble avis, maintenir cette autorisation, pourrait être assimilé à un acte criminel, au vu des conséquences néfastes à tous points de vue qu'elle entraine pour les citoyens vivant sur l'emprise de la Falémé. En effet, un éventuel refus d'abroger cette autorisation meurtrière de tout un écosystème dont des vies humaines dépendent ne pourrait s'interpréter autrement que pour vous, la vie des populations et celle de leurs bétails, la faune, la flore, l'écosystème et tout l'environnement valent moins qu'une pépite d'or.

Comptant sur votre prompte réaction et dans l'attente d'une suite favorable à notre demande d'abrogation de votre autorisation d'exploitation minière semi-mécanisée accordée à la société chinoise, je vous prie de croire, Monsieur Le Ministre, en ma très haute considération. ■

Kidira, le 15 novembre 2023

MONSIEUR OPA GUIRO
Porte-parole du Comité de Veille
et d'Alerte de la Falémé -
Quartier Plateau à KIDIRA (SÉNÉGAL)

ACTE9 - PROCÈS POLITIQUE

Quelques pépites du bilan matériel du Président Macky Sall

Il s'agit ici de mettre en lumière des projets et réalisations, en tenant compte de ce que le Président Macky Sall considère comme priorité par rapport à ses ambitions, sa vision, ses projets et programmes. On laissera aussi à chacun, le soin d'apprécier le bilan matériel du Président Sall, à l'aune de ses idées et de sa compréhension du progrès.

On peut citer les actions qui entrent dans le cadre de la décentralisation des projets étatiques, comme le Programme d'Urgence du Développement Communautaire (PUDC) qui oeuvre pour la réduction des disparités sociales, à travers l'accès aux infrastructures et services socio-économiques de base.

Le Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires Frontaliers (PUMA) et les réalisations dans les domaines de la santé, de l'hydraulique, de la sécurité, du du réseau routier... Le Programme de Modernisation des Villes (Promovilles) et le Programme d'Appui aux Communes et Agglomérations du Sénégal (Pacasen) qui ont contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations urbaines, à travers les assainissements urbains, l'éclairage public et l'embellissement du cadre de vie.

L'aménagement des pistes de production dans plusieurs localités du pays. La construction de nouvelles centrales électriques qui ont augmenté la capacité de production de la Senelec. Le pont de Marsassoum, le désenclavement de la boucle des Kalounayes dans les zones de Bignona, Ziguinchor et Oussouye en basse Casamance, les travaux d'aménagement de la boucle de Boudié entre Sédhiou et Marsassoum, incluant les zones de Bambaly et Djirédji en moyenne Casamance.

Le Train express régional (TER), une infrastructure de nouvelle génération, qui relie la banlieue et le centre-ville de Dakar. L'édification de la Ville de Diamniadio qui est une étape dans la mise en oeuvre de la politique infrastructurelle et économique du Président Macky Sall. Les échangeurs, ponts et autoponts qui contribuent à la fluidification du traffic dans la Ville de Dakar.

La VDN2 qui est déjà achevée, et la VDN3 en construction qui doit relier les zones de Tivaouane-peul, Kayar,Tivaouane et Saint-Louis. Le Programme spécial de Désenclavement qui doit permettre à l'Etat de terminer le maillage du territoire national.

Le Bus rapid transit (BRT) qui est perçu par beaucoup d'experts comme un stimulateur de croissance et une opportunité d'affaires pour les opérateurs économiques.

Les travaux du futur Port de Ndayane, le Pont de Foudiougne, les routes principales et secondaires qui relient la zone nord du pays depuis Saint-Louis, Richard Toll, Dagana, Matam jusqu'à Bakel. Le tronçon Fatick-Kaolack, la voie de détournement dans la zone de Passy vers Foudiougne et la transgambienne qui traverse Kaffrine, Kougheul et Sokone.


Macky Sall

La construction du Pont de Farafegny qui est un vieux projet de l'Etat du Sénégal, le projet de réfection du Pont Émile Badiane dans le Sud du pays et le futur Port Bargny-Sendou.

Le Programme de réhabilitation et de modernisation des Stades regionaux dont le début d'exécution des travaux avait commencé sous le régime de Abdoulaye Wade. La Couverture Maladie Universelle (CMU), le Programme National des Bourses et Sécurité familiale, la Délégation de l'Entreprenariat Rapide (DER)

L'autoroute Ila Touba qui traverse les zones de Thies, Khombole, Touba Toul, Bambey, Diourbel, Ngabou versTouba. La prise en charge des questions financières qui sont liées à la revalorisation de la fonction enseignante.

Les zones économiques spéciales qui sont déjà réalisées, en voie de réalisation ou à l'état de projet, et qui doivent servir d'espaces d'accueil pour des activités économiques et des opportunités d'investissents. Les agropoles ou zones de transformaton agro-industrielle, les parcs industriels qui servent à booster l'industrie locale telles que l'agro-alimentaire, les matériaux de construction, l'habillement....

Il est annoncé que tous ces programmes vont être accompagnés d'infrastructures, de services, d'incitations financières et fiscales, et de programmes de formation qui sont adaptés à la zone d'exercice de ces différenres activités.

Si on se base sur les résultats qui sont affichés sur le tableau de bord du Président Macky Sall, on pourra dire, tout n'est pas beau mais aussi tout n'est pas laid. Encore que le bilan matériel est une composante de la politique économique, que l'on peut apprécier par rapport à des choix économiques, à des types de financement, des modes d'endettement, au service de la dette, mais aussi à la gestion et à l'exécution des projets et programmes... ■

BABACAR PAPIS SAMBA
Auteur et Adepte de la pensée complexe.

Révolte contre les attaques à l'état de droit

83% des Sénégalais sont insatisfaits de la gouvernance. Une administration électorale qui refuse sans conséquence d'appliquer une décision judiciaire. La justice et la démocratie doivent prévaloir



Illustration

Déclaration citoyenne

Chers compatriotes,

À travers une étude menée depuis près d'un an par l'association DEMAIN SENEGAL (“DS”), couvrant l'ensemble du territoire national ainsi que la diaspora sur la base d'un échantillon représentatif, les Sénégalais ont exprimé que “l'État de droit et la bonne gouvernance” constituent leur principale priorité aux côtés de la Santé et de l'Éducation.

Cette étude a révélé qu'une très large majorité (83%) des Sénégalais sont insatisfaits de la situation de l'État de droit et de la gouvernance, qu'ils considèrent comme le socle de notre paix sociale et de notre développement. Elle a également mis en évidence des préoccupations liées à l'accès à des soins de santé et à une éducation de qualité, ainsi qu'à des opportunités d'emploi valorisantes et à des conditions d'habitat décentes.

En cette période critique pour la démocratie au Sénégal, cet attachement aux principes de l'État de droit et de la bonne gouvernance prend tout son sens face aux récents événements que nous traversons.

En effet, à cent jours d'une élection présidentielle décisive pour l'avenir du Sénégal, voir une administration électorale qui refuse sans conséquence d'appliquer une décision de justice et constater la nomination surprise dans des conditions discutables de nouveaux membres de la Commission Électorale Nationale Autonome (“CENA”), sont autant de faits qui nous interpellent en tant que citoyens soucieux de la préservation des valeurs démocratiques.

À l'image de la forte majorité des Sénégalais, nous affirmons avec force notre attachement au respect des lois de notre pays, condition indispensable pour préserver la stabilité et la paix sociale à la veille d'élections dont la régularité, la transparence et la fiabilité nous tiennent particulièrement à cœur.

Cela signifie également que nous devons aborder les maux profonds qui rongent notre société et parmi lesquels figurent les préoccupations liées à la situation de l'Université fermée depuis cinq mois et dont la rentrée d'Octobre 2023 a été repoussée à janvier 2024, les drames de la migration par voie maritime ou les différences dans le traitement et la liberté de mouvement des candidats déclarés.

La justice et la démocratie doivent prévaloir, et il est de notre devoir de veiller à ce que chaque citoyen ait le droit de participer librement au processus électoral, conformément aux lois de notre pays. C'est dans ces conditions que la liberté des citoyens de choisir librement leur Président sera garantie.

Nous rappelons à l'administration électorale son devoir d'impartialité, de respect des décisions de justice et de loyauté envers les citoyens sénégalais.

Nous appelons l'ensemble des citoyens sénégalais à se mobiliser pour défendre les principes démocratiques et garantir l'intégrité du processus électoral au Sénégal.

Enfin, nous invitons les leaders politiques de tous bords et en particulier les futurs candidats à l'élection présidentielle de 2024, à s'engager devant les Sénégalais, autour de la charte citoyenne de la démocratie issue des Assises nationales de 2009.

La Présidente : Thiaba Camara Sy
Le Vice-président : Meïssa Tall
La Secrétaire générale : Fatoumata Cissé
Le Trésorier : Ahmet Fall

Ont signé :

Liste des 84 signataires de la déclaration de l'Association DEMAIN SENEGAL

Membres du Comité consultatif de DEMAIN SENEGAL, signataires
KHADIM BAMBA DIAGNE : ECONOMISTE PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ UCAD, DAKAR
MAMADOU DIOUF : PROFESSEUR UNIVERSITÉ COLUMBIA, NYC USA
BIRAME NGOYE FALL : MEMBRE DU COMITÉ DES ASSISES NATIONALES DAKAR
MAME ADAMA GUEYE : AVOCAT, FONDATEUR FORUM CIVIL DAKAR
AMADOU KANE : ANCIEN MINISTRE ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL BICIS ADMINISTRATEUR DAKAR
MAMADOU LAMINE LOUM : ANCIEN PREMIER MINISTRE ADMINISTRATEUR DAKAR
CHEIKH TIDIANE MBAYE : INVESTISSEUR ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL SONATEL DAKAR
BARA TALL : DIRIGEANT D'ENTREPRISE DAKAR
ALIOUNE TINE : PRÉSIDENT AFRIKAJOM CENTER DAKAR
MONSIEUR ACOGNY GILLES : CHEF D'ENTREPRISE DAKAR
MADAME CAMARA – SY THIABA : CHEFFE D'ENTREPRISE DAKAR
MADAME CISSE FATOUMATA : ECONOMISTE WASHINGTON, US
MONSIEUR DEME CHEIKH SADIBOU : CHEF D'ENTREPRISE PARIS
MADAME DIA FATIMATA : ECONOMISTE PARIS
MADAME DIA AISSATOU : CONSEILLER FINANCIER PARIS
MADAME DIA SEYNABOU : CHEFFE D'ENTREPRISE DAKAR
MONSIEUR DIONE BOUBACAR : DIRECTEUR JURIDIQUE PARIS
MADAME ETROIT MAIMOUNA : CHEFFE D'ENTREPRISE DAKAR
MONSIEUR FALL AHMET : ANALYSTE FINANCIER DAKAR
MONSIEUR FALL SAMBA : INGÉNIEUR POLYTECHNICIEN DAKAR
MONSIEUR FAYE BARTHÉLEMY : AVOCAT PARIS
MONSIEUR GUEYE DOUDOU ASSANE : INGÉNIEUR PARIS
MONSIEUR LY HAMIDOU : ENTREPRENEUR DAKAR
MADAME MENSAH ACOGNY NADIA : CHEFFE D'ENTREPRISE DAKAR
MADAME NDIAYE ROKHAYA : PARTNER CONSULTANTE INTERNATIONALE DAKAR
MONSIEUR NDIAYE NICOLAS SIMEL : DIRECTEUR CONSULTANT INTERNATIONAL BÉNIN
MONSIEUR NDIAYE DJIBRIL : DIRECTEUR CONSULTANT INTERNATIONAL PARIS
MONSIEUR NDIAYE SIMON : AVOCAT PARIS
MONSIEUR NDIAYE PAUL : ADJOINT ADMINISTRATIF DAKAR
MADAME NDIAYE PENDA : MANAGER CONSULTANTE INTERNATIONALE PARIS
MONSIEUR NDOUR DENIS : DIRECTEUR ASSOCIATION DAKAR
MONSIEUR SARR MAYECOR : CONSULTANT SENIOR ECONOMISTE DAKAR
MONSIEUR SECK KHALIDOU : CONSULTANT SENIOR INGÉNIEUR PARIS
MONSIEUR SOUGOUFARA MAMA : ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DIRIGEANT D'ENTREPRISE DUBAI
MADAME SOW MARINA : DIRECTRICE CHEFFE D'ENTREPRISE DAKAR
MONSIEUR SY ADRIEN : INGÉNIEUR DATA SCIENTIST CHICAGO
MONSIEUR SY EL HADJ ABDOUL AZIZ : ECONOMISTE CHEF D'ENTREPRISE DAKAR
MONSIEUR TALL MAME MAKHTAR : INGÉNIEUR DATA SCIENTIST PARIS
MONSIEUR TALL MEÏSSA : ASSOCIÉ CONSULTANT PARIS
MONSIEUR THIAM MAKHA : CHEF D'ENTREPRISE BRUXELLES
MONSIEUR WONE IDRISSA : FINANCIER SENIOR DAKAR
MONSIEUR ZOUMANIGUI BABA : ANCIEN SENIOR VP INTERNATIONAL DIRIGEANT D'ENTREPRISE
MONSIEUR BA ABDOUL HAMETH : MAÎTRE DE CONFÉRENCES-HDR DIRECTEUR DE DPT, UNIVERSITÉ D'EVRY-PARIS SACLAY
MADAME BAALBAKI MAHA : CONSULTANTE INTERNATIONALE DAKAR
MONSIEUR BADIANE CHEIKH : HAUT FONCTIONNAIRE GENÈVE
MONSIEUR BARRO FALL ALMAMY : ENSEIGNANT KAOLACK
MONSIEUR BATHILY ALYMANA : CONSULTANT ETUDES MÉDIAS-COMMUNICATION DAKAR
MADAME CAMARA FATOU KINÉ : MAÎTRESSE DE CONFÉRENCES TITULAIRE UCAD, FSJP DAKAR
MADAME CAMARA AÏDA : FONCTIONNAIRE INTERNATIONAL
MONSIEUR CISSE YOUSSOUF : DIRECTEUR STRATÉGIE & DÉVELOPPEMENT
MONSIEUR DAFF ALHASS : AGRICULTEUR, ÉLEVEUR GOSSAS FATICK
MADAME DIAGNE NDAO NDEYE FATOU : CADRE À LA RETRAITE DAKAR
MONSIEUR DIALLO ISSAKHA : MÉDECIN SPÉCIALISTE EN SANTÉ PUBLIQUE DAKAR
MONSIEUR DIOP AHMED BACHIR : AGROECONOMISTE SAINT-LOUIS
MADAME DIOP KHADIDIATOU : COUTURIÈRE DAKAR
MADAME DIOUF FABIENNE : DIRECTRICE DE SOCIÉTÉS SALY NIAKH NIAKHAL
MONSIEUR FALL AMADOU : UCAD DÉPARTEMENT F2 SÉNÉGAL
MONSIEUR FALL MAMOUR : SÉNÉGAL
MADAME FALL NGOYE : MEMBRE DU COMITÉ DES ANS DAKAR
MADAME GOUNDIAM MBODJI AÏCHA : PHARMACIENNE
MONSIEUR GUEYE MANSOUR : INFORMATICIEN ANCIEN COORDONNATEUR DES ASSISES NATIONALES EN FRANCE
MADAME GUÉYE NAM FARY : CADRE SONATEL À LA RETRAITE DAKAR
MADAME JOUGA ANNIE : ARCHITECTE DAKAR
MONSIEUR KANE ELIMANE : PRÉSIDENT ASSOCIATION LEGS AFRICA
MONSIEUR LAKE RENÉ : JOURNALISTE WASHINGTON US
MONSIEUR MBATH MALICK : DIRECTEUR INVESTISSEMENT FINANCIER PARIS
MADAME MBENGUE SÉYE ANNE MARIE : EXPERT EN FINANCEMENT DE LA SANTÉ PUBLIQUE DAKAR
MONSIEUR MBODJ MAMADOU : PROFESSEUR DE MÉDECINE
MONSIEUR MBODJI MAMADOU : PSYCHOLOGUE
MADAME NDAO AISSATOU : ENSEIGNANTE RUFISQUE
MADAME NDAO NDEYE FATOU DIAGNE : COMPTABLE DAKAR
MADAME NDAO SY ADJARATOU KHADY : ACTUAIRE DAKAR
MADAME NDIAYE SY MATY : MEMBRE SURSAUT CITOYEN
MONSIEUR NGOM PAP'AMADOU : CHEF D'ENTREPRISE PARIS
MADAME NIANG NDIAYE FATOU : GESTIONNAIRE D'ENTREPRISE DAKAR
MADAME SARR DIOH STÉPHANIE : DIRECTRICE PRODUITS ET INGÉNIERIE DAKAR
MONSIEUR SENE AMADOU LAMINE : INTERPRÈTE DE CONFÉRENCES DAKAR
MONSIEUR SIDIBE DOUDOU : ENSEIGNANT-CHERCHEUR EN SCIENCES POLITIQUES ET EN SCIENCES DE GESTION
MONSIEUR SOW TIDIANE : COACH EN COMMUNICATION
MONSIEUR SY MOUHAMADOU MOUSTAPHA ETUDIANT : CRANS MONTANA, SUISSE
MADAME SY FATIMATA : SENIOR CONSULTANT EN SANTÉ PUBLIQUE, SOMONE
MONSIEUR SY FRANÇOIS : INGÉNIEUR DE CONCEPTION EN INFORMATIQUE, DAKAR
MONSIEUR SY SEYDI ABOUBACAR INFORMATICIEN, CHEF D'ENTREPRISE, DAKAR
MONSIEUR THIAM MAMADOU LAMINE INGÉNIEUR TELECOM, CONAKRY

A propos de DEMAIN SENEGAL :

DEMAIN SENEGAL est une Association non partisane de la société civile. Elle est fondée en décembre 2021 à Dakar par une trentaine de sénégalaises et sénégalais basés au Sénégal et dans la Diaspora (France, Etats Unis, Suisse, Côte d'Ivoire, Emirats Arabes Unis, ...).

Notre mission :

A l'image des Assises Nationales, DEMAIN SENEGAL vise à contribuer à sortir le Sénégal de la pauvreté, à reconstruire les fondements du bien-être et à améliorer la qualité de vie des Sénégalais, en particulier des jeunes.

Nous sommes motivés par les défis rencontrés par la population sénégalaise au regard de plusieurs piliers de développement identifiés :

1. Etat de droit et bonne gouvernance
2. Santé
3. Education et formation
4. Emplois et entreprenariat
5. Habitat et cadre de vie

Notre démarche :

DEMAIN SENEGAL souhaite porter la voix des citoyens à l'attention des futurs candidats à la présidentielle de février 2024. DEMAIN SENEGAL souhaite se donner les moyens pour que les engagements pris par les candidats soient effectifs dans la pérennité.

Pour ce faire, DEMAIN SENEGAL a mené une étude sur toute l'étendue du pays pour recueillir la demande citoyenne sur les 5 piliers.

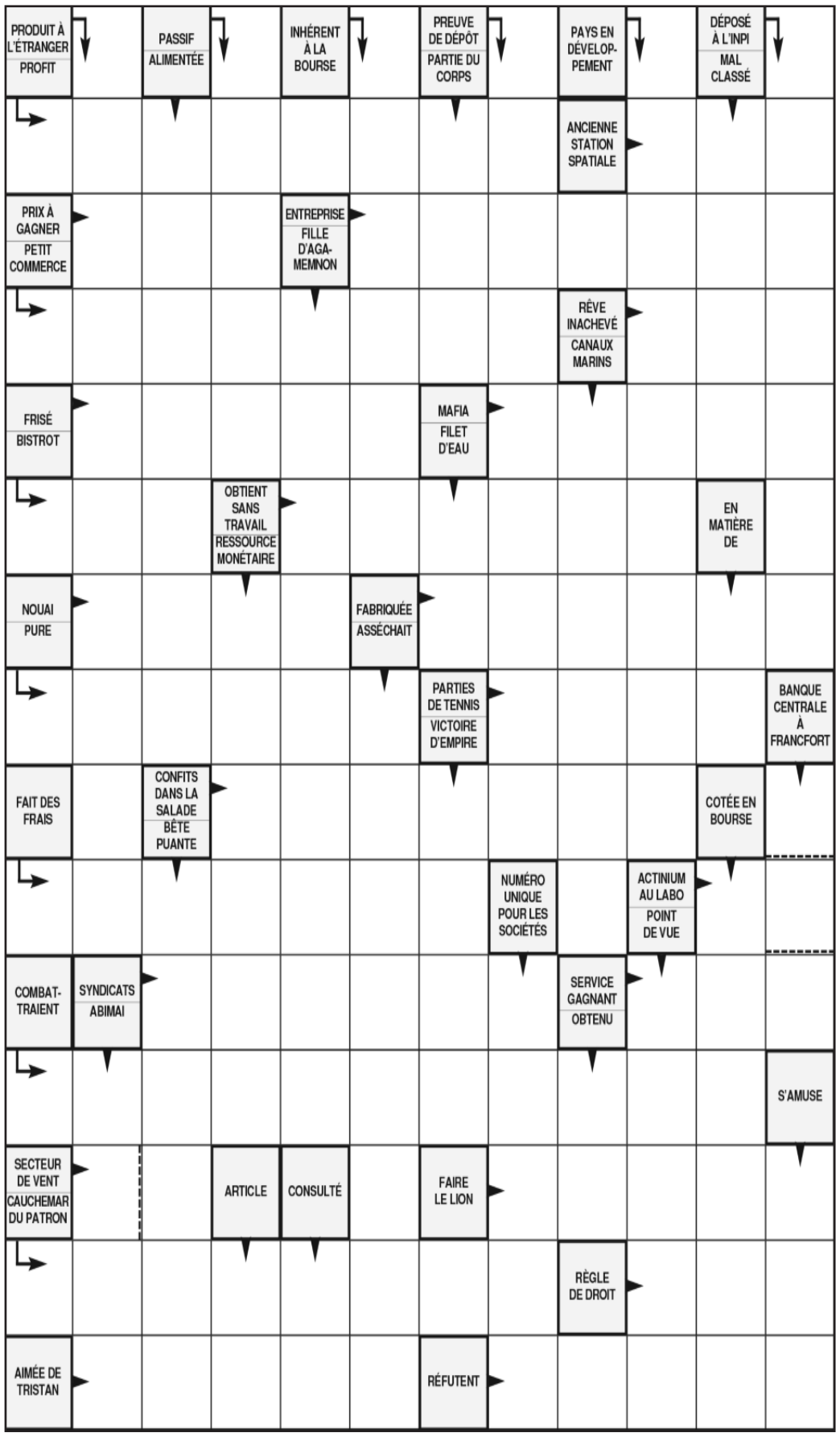
DEMAIN SENEGAL a organisé 5 débats citoyens avec des experts sénégalais sur chaque pilier. Les résultats de ces débats et recommandations seront consignés sur un livre blanc qui sera vulgarisé et qui servira de base aux discussions avec les candidats.

Le conseil Consultatif de DEMAIN SENEGAL :

Monsieur DIAGNE Khadim Bamba : Economiste Professeur d'université UCAD, Dakar
Monsieur DIOUF Mamadou : Professeur Université Columbia, NYC
Monsieur FALL Ngoye : Membre du comité des ANS, Dakar
Monsieur GUEYE Mame Adama : Avocat, fondateur Forum civil, Dakar
Monsieur KANE Amadou : Ancien Ministre, ancien DG BICIS, Administrateur et Dirigeant d'entreprise, Dakar
Monsieur LOUM Mamadou Lamine : Ancien Premier Ministre, Administrateur, Dakar
Monsieur MBAYE Cheikh Tidiane : Ancien DG Sonatel, Administrateur et Dirigeant d'entreprise, Dakar
Monsieur SARR Felwine : Professeur, USA
Monsieur TALL Bara : Dirigeant d'entreprise, Dakar
Monsieur TINE Alioune : Président Afrikajom Center, Dakar

Contacter et rejoindre DEMAIN SENEGAL : https://www.demainsenegal.sn/https://www.linkedin.com/company/demains%C3%A9n%C3%A9gal/

MOTS FLÉCHÉS N°3687



NUMÉROS UTILES

SÉCURITÉ
Gendarmerie Nationale : 800 00 20 20
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18

TÉLÉPHONIE
Renseignements : 1212
Service Dérangements: 1213
Service Clients : 1441

EAU - SEN'EAU
Dépannage :
800 00 11 11 (appel gratuit)
33 839 37 54

ONAS
Egoûts, collecteurs
818 00 10 12 (appel gratuit)

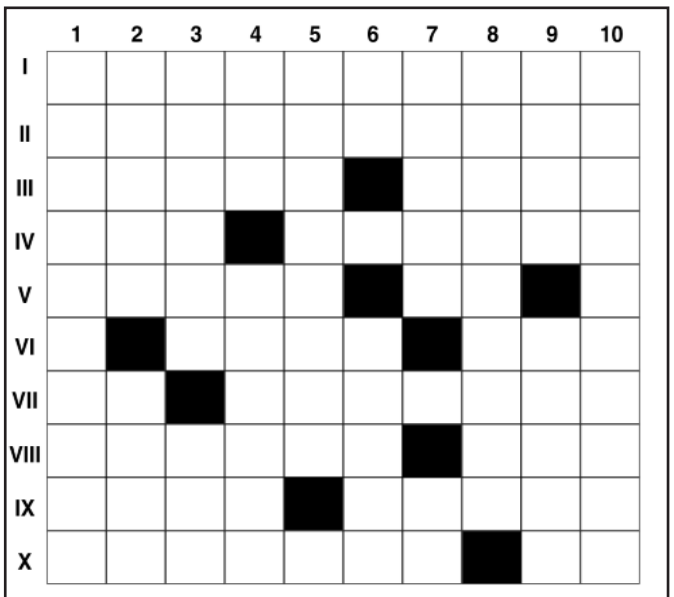
SENELEC
Service Dépannage :
33 867 66 66
Numéro du Guichet Unique :
33 865 01 12

TRANSPORTS
Société nationale de Chemins de Fer du Sénégal (SNCS) :
33 823 31 40
Aéroport international Blaise Diagne de Diass :
33 939 69 00
Port Autonome de Dakar (24H/24) : 33 849 45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849 79 09
Pilotage : 33 849 79 07

URGENCES
S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN :
33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS :
33 889 15 15

HÔPITAUX
Principal : 33 839 50 50
Le Dantec : 33 889 38 00
Abass Ndao : 33 849 78 00
Fann : 33 869 18 18
HOGGY (ex-CTO) :
33 827 74 68 / 33 825 08 19

MOTS CROISÉS N°07



HORIZONTALEMENT

I. Jeux de société. **II.** Un livre qu'on parcoure de A à Z. **III.** Impériale récompense. Premier ministre israélien. **IV.** Vieille armée. Obscurcir. **V.** Tubes de salle de bain. Accompagne le diplôme. **VI.** Dégaza. Futur réserviste. **VII.** Erbium. Légume qui pousse dans la terre et qu'on récolte parfois sous la glace. **VIII.** Chose peu commune. Rengaine. **IX.** Immérité. Tous à Rome. **X.** Perdues. Terminaison.

VERTICALEMENT

1. Gros oeuvre...ou grand oeuvre, c'est selon. **2.** Surchargé. La troupe des sans grade. **3.** Héros avisé de la guerre de Troie. Défunte Allemagne. **4.** Les orgues de Staline, en abrégé. Bambocheur. **5.** Monte en l'air (et y reste). **6.** Devant la Vierge. Os de vertébré. **7.** Pied de vers. Coutumes. **8.** Bourgeoisie révolutionnaire. **9.** Grand lac. Maladie de l'oreille. **10.** Activité où excellait Louis XVI.

SOLUTIONS CROISÉS N°06

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	X	P	E	R	I	E	N	C	E
II	M	Y	S	T	E	R	I	E	U	X
III	E	L	Y	S	E	E	S	■	R	I
IV	R	O	C	■	N	■	E	L	I	T
V	I	P	H	I	G	E	N	I	E	■
VI	■	H	E	L	A	S	S	E	■	T
VII	V	O	S	■	G	A	T	S	B	Y
VIII	I	N	■	F	E	U	E	■	I	P
IX	S	E	P	I	A	■	I	O	D	E
X	A	S	I	N	I	E	N	N	E	S

SOLUTIONS

MOTS FLÉCHÉS N°3686

■	T	■	B	■	L	■	E	■	C	■	M
D	O	D	O	M	A	■	P	E	M	B	A
■	M	E	N	A	C	A	I	T	■	D	L
A	B	I	D	J	A	N	■	N	D	■	I
■	O	C	■	O	I	S	E	A	U	X	■
C	U	I	V	R	E	■	N	■	E	L	U
■	C	D	I	■	N	A	T	A	L	■	R
I	T	E	R	A	T	I	O	N	■	M	A
■	O	■	G	I	■	E	U	■	L	I	N
B	U	J	U	M	B	U	R	A	■	L	I
■	■	O	L	E	■	L	A	M	E	■	U
A	L	B	E	R	T	■	S	E	R	U	M
■	U	A	■	E	O	N	■	L	E	E	■
S	E	R	E	N	G	E	T	I	■	L	O
■	S	D	■	T	O	M	B	E	R	E	Z

SUDOKU N°3686

8	9	1	3	4	6	2	5	7
5	3	4	8	7	2	1	6	9
6	2	7	1	5	9	4	3	8
1	8	2	5	3	7	6	9	4
7	6	5	9	2	4	3	8	1
3	4	9	6	1	8	7	2	5
2	5	6	4	8	1	9	7	3
9	1	3	7	6	5	8	4	2
4	7	8	2	9	3	5	1	6

SUDOKU N°3687

1			4		8			3
6	9	3				8	4	5
		9	5		6	1		
2								8
		1	7		3	2		
7	6	5				3	2	1
4			1		2			7

HEURES DE PRIÈRES

MESSE		PRIÈRES MUSULMANES	
• Cathédrale : 7h		• Souba :	06h07
• Martyrs de l'Ouganda : 6h30 - 18h30		• Tisbar :	14h15
		• Takussan :	16h45
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30		• Timis :	18h47
		• Guéwé :	19h47

MOTS MÉLÉS N°3687

P	C	D	T	A	D	I	D	N	A	C	X	I	O	V
O	A	O	R	B	E	P	B	T	A	D	N	A	M	O
P	M	R	U	S	F	M	M	U	A	E	R	U	B	T
I	P	I	L	T	I	A	O	A	L	E	L	I	R	E
N	A	O	H	E	M	I	C	Y	C	L	E	U	T	R
I	G	L	I	N	M	R	P	R	O	M	E	S	S	E
O	N	O	I	T	C	E	L	E	T	T	I	T	S	C
N	E	S	E	I	T	M	N	E	A	L	E	E	I	O
E	R	I	D	O	G	M	G	T	S	G	N	L	E	N
H	B	D	U	N	E	A	U	N	A	A	T	E	G	S
P	M	R	A	V	R	R	A	D	T	I	T	C	E	E
A	A	R	R	F	C	G	N	E	O	U	R	T	T	I
R	H	R	F	S	O	O	U	R	P	E	S	E	R	L
A	C	U	T	L	S	R	D	E	B	A	T	U	A	O
P	S	T	S	I	E	P	D	N	I	T	U	R	C	S

ABSTENTION
BULLETIN
BUREAU
CAMP
CAMPAGNE
CANDIDAT
CARTE
CHAMBRE
CONSEIL
COUT
DEBAT
DEFI
DEPUTE
DROIT
ELECTEUR
ELECTION
ELIRE
FRAUDE
HEMICYCLE
ISOLOIR
LISTE
MAIRE
MANDAT
OPINION
PARAPHE
PARLEMENTAIRE
PARTI
PESER
PROGRAMME
PROMESSE
RANG
SCRUTATEUR
SCRUTIN
SENATEUR
SIEGE
SLOGANS
SONDAGE
SUFFRAGE
TOUR
VOIX
VOTER

PAPE MALICKOU DIAKHATÉ, ENTRAÎNEUR STRASBOURG KOENIGSHOFFEN

“La Ligue 1 des années 2000 me manque”

Pape Diakhaté est aujourd'hui l'entraîneur de Strasbourg Koenigshoffen en National 3. Mais avant de passer sur le banc, le géant sénégalais a surtout été l'un des défenseurs marquants de la Ligue 1 du début de siècle. Entretien en détente.



Après un an avec les U21 de Virton, tu pars pour un nouveau défi ?

Oui, je suis arrivé à la fin en Belgique. J'aurais aimé que ça continue, mais bon, les aléas professionnels ont fait que je devais trouver un nouveau challenge*. Je n'ai pas envie de griller les étapes. Pour moi, on ne peut que mieux transmettre ses idées à des jeunes ou des joueurs amateurs. Je vois beaucoup de joueurs de ma génération se lancer directement dans le monde professionnel et se casser les dents. Moi, je veux prendre autant de temps que possible pour que ça ne m'arrive pas.

On dit qu'avoir été un bon joueur ne fait pas de vous un bon entraîneur. Tu le penses ?

Tu peux être aussi connu que tu veux, quand tu passes de joueur à entraîneur, c'est une remise à zéro. Les générations ont changé, donc la moitié ne sait pas qui tu es. Surtout, quand tu es joueur, tu penses en grande partie à toi. Quand tu deviens coach, c'est l'inverse. Il n'y a plus que le collectif qui compte, et ton passé de joueur ne te sert plus à rien, si ce n'est peut-être pour gonfler ton ego.

Ton style de coaching est à l'image du joueur que tu as été ?

Moi, j'étais un défenseur assez rude, mais j'essaye de proposer un jeu plutôt fluide. Ton identité de joueur ne se calque que rarement sur ton style d'entraîneur. Guardiola était 6, mais le fait d'avoir évolué dans le Barça de Cruyff a complètement transformé sa façon de voir le football. Si on pensait tous nos méthodes d'entraîneur selon le poste qu'on occupait, alors aucun gardien ne serait sur un banc aujourd'hui.

Il se dirait quoi, le petit garçon de Dakar que tu étais en te voyant aujourd'hui ?

Le bonhomme de Dakar se dit surtout qu'il a une chance infinie d'avoir réussi à disputer ne serait-ce qu'un seul match en professionnel. Mon rêve absolu, c'était juste un match en pro sur ma page Wikipédia. Aujourd'hui, j'en ai près de 500. J'ai débuté à l'ES Ouakam, un club en périphérie de Dakar. Mais c'est en sélection que je suis repéré, avec les U17. Je sortais d'un match merdique contre le Burkina Faso, je crois. Je rentre aux vestiaires énervé, et je tombe sur deux messieurs en chemise, trempés de sueur. Je crois même que je les accueille super mal. Ils m'expliquent vite fait le projet, et je comprends que ce sont des dirigeants de Nancy. Je les invite chez mes parents, et on signe le contrat le soir même.

Tu as aussi vécu la fameuse épreuve du froid qu'ont affrontée la majorité des joueurs africains ?

Mais les Européens ne comprennent pas que c'est vraiment une folie pour nous ! Je me souviens que le matin de mon départ, j'avais décidé d'être “ beau gosse “. Donc je mets un T-Shirt blanc, un petit gilet pardessus et un jean. J'arrive à Nancy en novembre, j'avais envie de me foutre une droite. De la neige, du vent et rien d'autre.

Tu te souviens du premier visage que tu vois à Nancy ?

Quand je descends de la voiture devant le centre, un mec me guette par la fenêtre et se met à courir vers moi. Il me lance une parka du club pour que je me réchauffe, sans même me dire bonjour. Ce mec, c'était Olivier Sorin, qui deviendra l'un de mes meilleurs potes dans le football.

Elle existait encore, cette innocence, quand tu arrives à Lyon dix ans plus tard ?

On avait 16 ans, on était cons, c'était beau… Et puis tu arrives à Lyon, dix ans plus tard, tu te retrouves dans l'un des meilleurs clubs de France, mais qui est en même temps une lessiveuse avec pas mal d'égoïsme.

Des exemples ?

La manière dont Claude Puel a été traité. Il était là depuis deux mois, nous n'étions qu'en septembre, et certains joueurs voulaient déjà le virer parce qu'ils ne l'aimaient pas. Je me souviens qu'on sort d'un nul contre Valenciennes (1-1, le 11 septembre 2010, NDLR). Certains joueurs demandent une réunion avec le président Aulas. Le lendemain, on se retrouve pour discuter, Monsieur Puel n'était pas présent. Il se fait allumer : “ Puel n'a pas les épaules, Puel n'est pas fait pour entraîner un club comme l'OL, etc. “ Moi, j'étais arrivé quelques semaines avant, donc je me retenais un peu de parler. Sauf qu'à un moment j'ai craqué, et j'ai aussi dit mes quatre vérités aux coéquipiers.

Elle s'est achevée comment cette réunion ?

Aulas a convoqué Claude Puel et les protagonistes pour qu'ils aient une explication. Et de ce qu'on m'a rapporté, les joueurs ont changé de version face au coach. Mais cet exemple, c'est pour vous illustrer que plus on monte, plus on lutte dans un environnement hostile.

On a l'impression que tu décris l'OL actuel.

Si Lyon peine à ce point aujourd'hui, ce n'est pas seulement dû à la direction de John Textor. C'est que forcément, au niveau sportif, il y a un problème entre les joueurs. Donc oui, aujourd'hui, je retrouve un peu de ce que j'ai vécu dans la période 2010 du club.

Entre Nancy et Lyon, tu as surtout écrit ton histoire au Dynamo Kiev. C'était l'eldorado idéal ?

J'ai signé pour deux critères : l'aspect financier et la Ligue des champions. Et puis Nancy avait besoin de vendre. Le jour même de ma signature à Kyiv (le 1er juillet 2007, NDLR), j'étais au téléphone avec Laurent Blanc. Il me voulait absolument à Bordeaux. J'avais même fait retarder ma signature exprès, en attendant de voir si Bordeaux allait augmenter son offre vis-à-vis du président Rousselot. Finalement non, je me suis excusé auprès de Monsieur Blanc et j'ai signé au Dynamo.

En Ukraine, le Shakhtar avait quelques Brésiliens, mais tu étais l'un des premiers Africains à signer là-bas. Tu n'as pas reçu de remarques désobligeantes ?

Tout le monde m'a dit ça, mais je n'y ai jamais accordé d'importance. Et j'en ai reçu des insultes, hein… Jamais à domicile, mais dans des petites villes à l'extérieur, ça arrivait qu'ils fassent des bruits “ bizarres “. Après, en Ukraine, j'ai joué dans des endroits fous, où tu avais l'impression d'être encore dans les années 1970. Je me souviens d'une coupure d'électricité alors qu'on atterrissait à Lviv. Au moment où l'avion descend, plus rien. C'était la panique, on ne voyait personne, certains pensaient à une attaque militaire.

Ton meilleur moment à Kyiv ?

La Ligue des champions. Mon deuxième match, contre Manchester United, à Old Trafford. On a perdu l'aller 2-4. Dans le tunnel, j'étais à côté de Wayne Rooney, je le regarde, puis je regarde en face de moi et j'ai les larmes qui montent. C'était irréel pour moi de me retrouver là, alors que je galérais à Dakar quelques années auparavant. Le match commence, je dois défendre sur Cristiano Ronaldo. Il est trop fort. Tout ce que je vois, c'est des passements de jambes et ses crampons qui vont dans tous les sens. Je tiens pas mal le coup, mais ils nous écrasent, 4-0.

Et le pire ?

Mon embrouille avec Valeri Gazzaev, mon dernier coach. C'était en fin d'année 2009. Je revenais d'une rupture du ligament croisé, et le médecin avait été clair : je ne pouvais jouer qu'une heure. Pour mon match de reprise, je demande donc le changement après une heure. Le coach ne veut rien savoir. Mon genou recommençait à me faire mal, donc je m'assois au sol pour forcer le changement. Je sors, enfin. Dans les vestiaires après le match, Gazzaev fonce vers moi : “Tu sors quand je le décide ! “Je lui explique que la douleur était revenue, mais lui m'insulte en russe. Dans un excès de colère, je l'attrape par le cou et le plaque contre le mur. C'était mon acte de départ.

C'est sûr qu'à Nancy, c'était plus calme.

Nancy, ça n'a rien à voir, c'était ma famille… J'arrive à 16 ans, et à 18 ans, je me retrouve en pro avec ma bande de potes du centre de formation. Moi, Michaël Chrétien, Olivier Sorin, Cédric Bockhorni, Moncef Zerka. En deux saisons, on monte en Ligue 1, on gagne la Coupe de la Ligue et on se retrouve en coupe d'Europe. Qui peut rêver mieux ?

Tu retiens lequel de ces trois événements ?

La finale de Coupe de la Ligue contre Nice en 2006 ! Je ne retiens même pas la victoire, mais le contexte. Notre dernier match de championnat contre Nice s'était terminé en bagarre générale, donc il fallait gagner. Et puis il y a eu ce discours d'Elie Kroupi. Il a appris qu'il était sur le banc. Quand on revient aux vestiaires après l'échauffement, je le suis du regard parce qu'il était au bord des larmes et que j'avais peur qu'il pète un câble. Finalement, il nous réunit et nous dit : “ Putain les mecs, vous ne savez pas à quel point j'ai la haine d'être sur le banc. Donc pour moi et tous ceux qui ne joueront pas aujourd'hui, gagnez, s'il vous plaît ! “ Voir un grand gaillard comme lui laisser aller ses émotions… Cette Ligue 1 des années 2000 me manque un peu.

Vous avez fêté ça comme il faut ?

Nous sommes sortis en boîte. Moi je ne bois pas, donc je les voyais tous partir dans les vapes. (Rires.) J'étais tellement fatigué à cause du match que je me suis endormi sur un canapé. Quand je me réveille, il était 9 heures du matin, et je vois Kim et André Luiz en train de danser. Ils n'avaient pas dormi. En arrivant à Nancy dans l'après-midi pour célébrer, ils se sont mis derrière moi et m'ont dit : “ Pape, ne bouge pas, cache-nous. “ Ils n'arrivaient plus à tenir debout pour la photo. Ils n'ont jamais quitté leurs lunettes de soleil.

Tu parlais de Ligue des champions, mais ton premier souvenir d'Europe, c'est la Coupe de l'UEFA…

Et c'était n'importe quoi.(Rires.) On passait de Marcel-Picot à des stades de fou. Avec les mecs, on se sentait comme des gamins en excursion. Chaque semaine, on découvrait un nouveau pays, une nouvelle ville. Aucune pression sur nos épaules, c'est pour ça qu'on a fait un beau parcours. Je me souviens du regard des joueurs de Schalke 04, qui passaient de leur stade de Coupe du monde à un petit stade de province. Ils étaient complètement déboussolés, et bam : le piège de Picot s'est refermé sur eux !

Le rôle de Pablo Correa était évidemment essentiel ?

Pablo, c'était le chef de meute. Sans lui, pas sûr que les gens parleraient encore de Nancy. Je me souviens d'une causerie improbable au Mans. Il sentait que nous n'étions pas dedans, donc il a improvisé. Il a pris une chaussette et l'a foutue sur sa tête. On ne comprenait rien. D'un coup, il se retourne, nous mime une mitraillette et crie : “Personne ne bouge, c'est un braquage”, avec son accent latino. Silence dans le vestiaire, il enlève sa cagoule et dit : “Aujourd'hui, vous n'êtes pas prêts. Donc pour gagner, il faudra les braquer.” Résultat : on marque, on se met derrière le reste du match, et on gagne 2-1. En rentrant aux vestiaires, on se tirait dessus avec les mains. C'était Pablo Correa, un meneur d'hommes exceptionnel.

Pour finir : tu as un regret ou une fierté ?

L'un de mes regrets, c'est peut-être de n'avoir rien fait de grand avec le Sénégal. Mamadou Niang, Souleymane Diawara, Moussa Sow, Demba Ba, Papiss Cissé, on avait une génération dingue. Mais les histoires de primes et les trucs habituels en Afrique nous ont tués… Mais j'ai quand même eu la chance de faire un parcours plein. Récemment, je regardais une vidéo de Paul Scholes. Mon fils s'est mis à côté de moi et m'a dit qu'il trouvait ce monsieur roux très fort. Je lui ai donc expliqué qui il était, en précisant que son papa avait joué contre lui. Et en voyant son sourire, j'ai compris que j'avais réussi ma carrière. ■

SOFOOT.COM

AMARA DIOUF, U17

Une précocité insolente



Né le 7 juin 2008 à Pikine, Amara Diouf, retenez bien ce nom, nous avons peut-être, là, le futur du football sénégalais, voire africain. Depuis la Can U17 où il avait été sacré avec le Sénégal, avec en prime le trophée du meilleur buteur, le pensionnaire de Génération Foot continue de marquer les esprits. Il poursuit en ce moment même l'écriture de sa récente histoire, à la Coupe du monde des moins de 17 ans, en Indonésie.

MAMADOU DIOP

"Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années". À juste 15 ans et déjà sacré phénomène du football sénégalais, Amara Diouf est une pépite. Avec 11 matchs au total (8 en U17), (2 chez les moins de 20 ans) et une rencontre en équipe A, le pensionnaire de Génération Foot a inscrit 8 buts lors de ses sorties. En Algérie, lors de la dernière Can U17, il a remporté le trophée du meilleur buteur avec 5 réalisations.

Percutant, puissant, dribbleur, le tout couronné d'une pointe de vitesse exceptionnelle sur le côté gauche et avec son pied droit, le capitaine des U17 rappelle facilement Vinicius, Marcus Rashford, voire Kylian Mbappé. Bref, du haut de son 1m75, il a le profil de tous ces ailiers du football moderne qui partent de la gauche ou du flanc droit pour venir repiquer au milieu, s'ils ne terminent pas leurs actions par un centre dans la surface de réparation.

À l'image de tous ceux cités plus haut, il a déjà tous les atouts et plus encore pour prendre, peut-être un peu plus tard, la relève du football africain d'une manière générale.

Sur le terrain également, en sus des buts et autres passes décisives, le Pikinois s'illustre par son leadership. Malgré son jeune âge, 15 ans, il faut le rappeler, Amara semble être plus mature et posé que ses coéquipiers. Lors de la Can U17, notamment, on pouvait le voir souvent rappeler le reste de l'équipe à l'ordre, afin d'éviter que les pulsions juvéniles ne prennent le dessus sur l'esprit du jeu. Il n'est pas capitaine de la catégorie U17 par hasard, c'est un leader né.

L'Europe se bouscule pour le recruter

Bien évidemment, un tel diamant, bien qu'encore brut, attise toutes les convoitises. En effet, les plus grosses écuries européennes veulent la pépite sénégalaise. Manchester City, Arsenal, Barcelone ou encore le Real Madrid ont déjà approché l'entourage d'Amara Diouf, a révélé "L'Équipe". Cependant, son club formateur, Génération Foot, l'envoie en France, plus précisément au FC Metz, une fois la majorité atteinte. "À 18 ans, il ira là-bas. C'est notre club partenaire. Sadio Mané, qui est son modèle, parle énormément avec lui. L'autre jour, il lui a dit : 'Signe à Metz, tu ne le regretteras pas. Moi, je suis même passé par la 3e division avec cette équipe, et regarde où j'en suis maintenant. Les grands clubs seront toujours là, si tu ne grilles pas les étapes', a révélé le président de GF, Mady Touré, dans les colonnes du journal "L'Équipe".

Il est clair que sur le Vieux Continent, Amara va mieux exploiter son potentiel. Mais selon cette légende du football sénégalais, il ne faudrait pas précipiter les choses. El Hadj Ousseynou Diouf préconise la gestion optimale progressive du prodige. "C'est quelqu'un qui est pétri de talent, mais nous, notre rôle est de pouvoir le gérer, c'est-à-dire qu'il doit avoir de plan de carrière. Il doit être encadré. Demain, il peut être un grand joueur. Il a tout pour devenir meilleur que Sadio et meilleur qu'El Hadj Diouf", a commenté le premier Ballon d'or africain du Sénégal. ■

SÉNÉGAL : TITRES À GOGO, ACADÉMIES PERFORMANTES, PÉPITES...

Vers une domination sans partage en Afrique ?

Champion d'Afrique en titre, le Sénégal rafle tous les trophées dans de nombreuses catégories. Avec sa jeunesse dorée, la nation de l'ouest africain peut-il dominer sans partage sur le continent dans les années à venir ?

Jusqu'à son parcours à 2002 avec une finale de CAN et un quart de finale de Coupe du monde, le Sénégal était un nain du football africain avec un palmarès vierge. Une anomalie pour un pays mordu du ballon rond qui a pris fin au Cameroun, en février 2022, avec une première CAN dans l'armoire à trophées.

Depuis, c'est une véritable razzia : un CHAN, une CAN U17, une CAN U20 et même une CAN en beach soccer. Le début d'une domination sans partage ? C'est possible.

Un petit pays devenu grand

En termes de population, le Sénégal se classe 24e sur le continent avec un peu plus de 16 millions d'habitants. Un réservoir relativement faible par rapport à d'autres nations comme le Nigeria (220), l'Égypte (107), la République démocratique du Congo (106), l'Afrique du Sud (57), l'Algérie (45), le Maroc (37) ou encore le Ghana (32). Et pourtant, aucun de ces pays ne peut se targuer d'avoir des académies aussi performantes que celles du Sénégal.

Trois d'entre-elles ont pris énormément de poids ces dernières années. La plus connue, Génération Foot, a fait éclore des joueurs comme Sadio Mané, Habib Diallo, Pape Matar Sarr, Ismaïla Sarr, Lamine Gueye, Ibrahima Niane ou encore Papiss Cissé. De son côté, Diambars FC a formé Idrissa Gueye ou encore Bamba Dieng, sacrés lors de la dernière CAN. Mikayil Faye, qui y a également été poli, a d'ailleurs récemment rejoint le FC Barcelone, qui a signé un partenariat de 5 années avec Be Sport Academy, l'école qui monte.

Camara, Diouf, Gueye...

S'il continue de s'appuyer sur le noyau dur qui lui a permis de trôner sur l'Afrique il y a près de deux années, Aliou Cissé commence doucement mais sûrement à convoquer des joueurs de plus en plus jeunes. La dernière surprise de sa liste n'est autre que Lamine Camara (19 ans),



auteur d'un excellent début de saison avec Metz avec notamment son but de plus de 50 mètres à Louis II. En septembre, il n'avait pas hésité à appeler Amara Diouf, l'étoile montante du football local, qui a honoré sa première cape contre le Rwanda (1-1) à 15 ans, 3 mois et 2 jours.

Le meilleur buteur de la CAN U17, qui a battu le record de Victor Osimhen sur une édition (5 buts), a d'ailleurs fait parler la poudre pour l'entrée en lice du Sénégal dans la Coupe du monde U17 avec un doublé contre l'Argentine (2-1), samedi dernier. Mardi, c'est son partenaire à Génération Foot, Idrissa Gueye, l'homonyme du milieu d'Everton, qui a fait sensation en collant un triplé à la Pologne (4-1). Deux victoires qui ont permis aux Lionceaux de se qualifier pour les 8es de finale et d'envoyer un message à la concurrence. Un duo amené à faire de grandes choses avec les Lions de la Téranga.

Accompagner les jeunes

D'ici-là, ces jeunes devront poursuivre leur progression sans brûler les étapes. En dépit des nombreuses sollicitations des grands clubs, Diouf sait déjà où il débutera son aventure européenne à partir de janvier : Metz. "Signe à Metz, tu ne le regretteras pas. Moi, je suis même passé par la troisième division avec cette équipe, et regarde où j'en suis maintenant" , avait même expliqué Mané, passé chez les Grenats, pour convaincre son jeune compatriote de se durcir le cuir sans trop de pression, dans des propos repris par So Foot.

De précieux conseils auxquels de nombreux autres joueurs du continent n'ont pas eu droit au cours des dernières années. "Le fléau que nous essayons de contenir au mieux concernant Amara, ce sont les agents. On reçoit des dizaines de demandes et c'est insupportable" , avait notamment concédé le président de Génération Foot, Mady Touré, pour le magazine. Un combat, s'il est gagné, qui pourra permettre au Sénégal de devenir une référence sur le continent. Et peut-être même au-delà ? ■

MAXIFOOT